

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

DE LA CONDITION
INTERNATIONALE
DES
VALLÉES D'ANDORRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE

PAR

JOSEPH ROCA

AVOCAT AU BARREAU DE GRASSE

57. Place Nationale, ANTIBES

L'acte public sera soutenu le Samedi 11 Janvier 1908
à 4 heures du soir

Président : M. CHRÉTIEN, Professeur

* *Suffragants :* { MM. ROLLAND, *Agrégé*
HUGUENEY, *Chargé de Cours*

ANTIBES

IMPRIMERIE ÉMILE ROUX, RUE DE LACAN

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

DE LA CONDITION
INTERNATIONALE
DES
VALLÉES D'ANDORRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE

PAR

JOSEPH ROCA

AVOCAT AU BARREAU DE GRASSE

57. Place Nationale, ANTIBES



L'acte public sera soutenu le Samedi 11 Janvier 1908
à 4 heures du soir

Président : M. CHRÉTIEN, Professeur

*Suffragants : { MM. ROLLAND, Agrégé
HUGUENEY, Chargé de Cours*

ANTIBES

IMPRIMERIE ÉMILE ROUX, RUE DE LACAN

—
1908

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. BLONDEL, ✱, I .

Doyen honoraire et professeur honoraire : M. LEDERLIN, ✱, I .

Professeur honoraire : M. LIÉGEOIS, ✱, I .

MM. BLONDEL, ✱, I , Professeur de Code civil, doyen.

BINET, I , Professeur de Code civil et Chargé du cours d'Enregistrement.

GARNIER, I , Professeur d'Économie politique et Chargé du Cours de Législation financière.

GARDEIL, I , Professeur de Droit criminel.

BEAUCHET, I , Professeur de Procédure civile, Chargé du Cours de Procédure civile (Voies d'exécution), et Chargé du Cours de Législation et économie coloniales.

BOURCART, ✱, I , Professeur de Droit commercial et Chargé d'un Cours de Droit commercial (Licence).

GAVET, I , Professeur d'Histoire du Droit, Chargé du Cours d'Histoire du Droit privé et du Cours de Droit naturel.

CHRÉTIEN, I , Professeur de Droit international public et privé, et Chargé du Cours de Droit international public (Doctorat).

CARRÉ DE MALBERG, I , Professeur de Droit public et constitutionnel et Chargé du Cours de Droit public (Licence) et de Droit public et Droit constitutionnel comparé (Doctorat).

GENY, I , Professeur de Code civil et Chargé du Cours de Droit civil approfondi (Doctorat).

MICHON, I , Professeur de Droit romain et Chargé du Cours d'Histoire du Droit public.

ROLLAND, Agrégé et Chargé d'un Cours de Droit administratif (Licence), et d'un Cours de Droit administratif (Doctorat).

SENN, Agrégé et Chargé d'un Cours de Droit romain, d'un Cours de Pandectes, et d'un Cours de Législation industrielle (Licence).

BROCARD, Agrégé et Chargé d'un Cours d'Économie politique et du Cours d'Histoire des Doctrines économiques.

ROLLAND, Chargé d'un Cours d'Éléments de Droit public et administratif (Capacité).

SIMONNET, Chargé d'un Cours d'éléments de Droit civil (Capacité).

HUGUENEY, Chargé d'un Cours de Droit criminel.

MELIN, A , Docteur en Droit, Chargé du Cours de science sociale.

RENARD, Docteur en Droit, Chargé de conférences.

ROVEL, I , Docteur en Droit, Secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

AVANT-PROPOS

Il est peut-être téméraire d'entreprendre une étude sur les Vallées d'Andorre.

On a tellement écrit et disserté sur ce petit pays, qu'il paraît impossible de dire quelque chose de nouveau sur son compte.

Il nous a paru cependant que tout n'avait pas encore été dit sur ces Vallées si curieuses et fertiles en recherches intéressantes, et qu'un point spécial et important restait dans l'ombre et pouvait être étudié.

Ce point est celui de la « Condition internationale des Vallées d'Andorre ».

En parcourant les nombreux Traités de droit international, nous nous sommes aperçus que si tous les auteurs prenaient parti sur la condition internationale de l'Andorre, très peu, parmi ces auteurs, édifiaient une théorie complète et probante de la question.

Nous nous sommes donc assigné comme

but de notre étude, la recherche de la Condition internationale des Vallées d'Andorre.

Les Vallées constituent-elles véritablement un Etat? Sont-elles un sujet distinct et spécial du droit international, ou ne sont-elles, au contraire, qu'une Seigneurie féodale égarée en plein vingtième siècle?

Quelle est la nature des rapports qui les unit à la République Française et à l'Evêque de la Seo d'Urgel? Quelle qualification convient-il de donner à ces rapports? Telles sont, rapidement énoncées, les grandes lignes de notre étude.

Par sa situation unique dans le monde, par son organisation vieille de près de 700 ans, l'Andorre semble constituer comme « un anachronisme en plein vingtième siècle⁽¹⁾ », et il est intéressant de préciser et de nettement déterminer sa position dans le droit international moderne.

Pour connaître l'Andorre dans ses relations avec ses deux co-Seigneurs, pour pouvoir apprécier et caractériser sa situation internationale, il faut, avant tout, connaître son organisation intérieure.

(1) Cf. MERIGNHAC. — « Etude sur la situation actuelle des Vallées et leurs rapports avec la France et la Mitre d'Urgel », page 16.

Il est donc indispensable, au début de cette étude, d'exposer rapidement les origines historiques des Vallées d'Andorre, de passer en revue les divers rouages administratifs et judiciaires, de voir, en un mot, quelles sont les personnes qui se partagent les diverses attributions de la puissance publique.

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

L'Andorre Géographique et Ethnographique

Les Vallées d'Andorre sont situées sur le versant méridional des Pyrénées, entre la France et l'Espagne.

Leur superficie totale est d'environ 450 kilomètres carrés; elles mesurent, en effet, 44 kilomètres du Nord au Sud et 40 kilomètres de l'Ouest à l'Est.

Le dernier dénombrement qui ait été fait dans les Vallées et qui remonte à 1897, accuse une population de 5.210 habitants répartis en 1.044 habitations groupées en 44 agglomérations.

Les Vallées confinent au nord le département français de l'Ariège et à l'est celui des Pyrénées-Orientales. Au sud, elles confinent la province espagnole de Lérida et celle de Gérone.

Pays excessivement montagneux, aux pics élevés qui atteignent parfois 3.000 mètres, aux escarpements abrupts, l'Andorre est traversé du nord au sud et de l'est au sud par les deux bras de la Valira, dont le confluent se trouve presque aux pieds d'Andorre-la-Vieille.

Les principales agglomérations de l'Andorre se trouvent sur cette rivière : Encamp et Canillo sur la Valira de l'est ; la Massane et Ordino sur la Valira du nord.

L'altitude moyenne de ces villages varie de 1.000 à 1.500 mètres ⁽¹⁾.

L'Andorre est, au point de vue géographique, un pays très accidenté et excessivement pittoresque. L'étranger qui la visite pour la première fois « se sent comme emprisonné au fond de ces vallées trop étroites, enserrées entre des parois trop élevées ; il souffre à voir l'aridité du sol et la misère des demeures ⁽²⁾ ».

C'est que l'Andorre est aussi un pays excessivement pauvre et très arriéré. La civilisation qui a transformé totalement la face du monde et modifié profondément les habitudes et les coutumes, n'a pas encore pu franchir le seuil des Vallées d'Andorre.

(1) L'altitude des divers villages est : Soldeu 1.805 ; Canillo 1.579 ; Encamp 1359 ; Ordino 1.347 ; Andorre 1.079.

(2) Cf. BRUTAILS. « La Coutume d'Andorre », page 5.

Les populations y vivent d'une vie paisible de pasteurs et de cultivateurs et les révolutions qui ont secoué l'Europe contemporaine au cours de ces derniers siècles, ne les ont que très légèrement effleurées et n'ont en rien modifié leurs habitudes et leurs coutumes séculaires. Ils continuent à vivre dans les traditions du passé et, jaloux de leur situation exceptionnelle, ils veulent à tout prix conserver leur indépendance et leurs anciennes coutumes. Les propos tenus à M. Brutails par deux notables Andorrans nous édifient à cet égard.

« Pour certains, l'indépendance de l'Andorre n'est rien, parce que le pays est pauvre, sans industrie et sans commerce. Pour moi, elle est d'un grand prix, d'abord à cause de l'impôt du sang; elle est d'un grand prix, parce que, si des parents ont un fils, en Andorre, ils peuvent dire : « il est à nous », ce qu'ils ne peuvent pas dire dans les nations voisines⁽¹⁾. »

Ce mot est à retenir, car il caractérise l'attachement profond de l'Andorran pour sa terre et pour sa famille. C'est que la famille est restée en Andorre ce qu'elle était dans nos

(1) Cf. BRUTAILS, *loc. cit.*, page 45.

civilisations antiques : la base du groupement politique, le noyau autour duquel tout gravite. Elle est, pour l'Andorran, une chose sacrée et l'autorité du père de famille, *cap de casa*, comprise et respectée par tous les enfants, est demeurée toujours aussi forte que par le passé.

Les ressources des Andorrans sont modiques ; les principales sources de revenus qui leur permettent de vivre sont le produit de leur bétail ; la culture du tabac et surtout la contrebande qu'ils pratiquent sur une très grande échelle et avec une extraordinaire désinvolture.

Comme caractère, l'Andorran est timide et réservé, très hospitalier ; il est aussi très habile diplomate.

Formé à une très rude école, l'esprit de l'Andorran est avant tout positif et pratique et, comme le dit un auteur : « en dehors des préoccupations terre à terre qui l'envahissent, je n'ai guère noté dans l'âme andorrane, avec la passion du plaisir, que les idées religieuses et l'attachement aveugle et touchant à la maison paternelle ⁽¹⁾ ».

(1) Cf. BRUTAILS, *loc. cit.*, page 45.

CHAPITRE II

Origines historiques des Vallées d'Andorre

Quand, pour la première fois, on entend parler des Vallées d'Andorre et que, désireux de se renseigner sur leurs origines historiques, on ouvre un dictionnaire ou un guide, on apprend que :

« C'est à Charlemagne que cette contrée doit son indépendance. Vers 790, en effet, quand ce prince marchait contre les Maures, les Andorrans dirigèrent fidèlement son armée vers les défilés de la Catalogne, et c'est pour les récompenser qu'il les rendit indépendants des princes voisins et leur permit de se gouverner par leurs propres lois⁽¹⁾ ».

Boedeker nous apprend aussi qu'une « tra-

(1) Cf. LAROUSSE. — « Nouveau dictionnaire illustré ».

dition fait remonter l'origine de l'Andorre à Charlemagne, qui avait accordé l'autonomie au Val d'Andorre en reconnaissance des secours que celui-ci lui aurait prêtés dans la guerre contre les Maures ⁽¹⁾ ».

Dans un récit de voyage en Andorre, M. Vuillier explique que « les Sarrasins, après avoir envahi la Péninsule, chassèrent les Visigoths de la cité d'Urgel. Ceux-ci se réfugièrent dans le Val d'Andorre. Poursuivis par les Sarrazins, ils demandèrent appui à Charlemagne, qui envahit le Nord de l'Espagne. Charlemagne dote l'Evêque de son territoire et lui concède le droit de dîme sur la Vallée. Les Maures continuèrent à s'agiter. Louis le Débonnaire les combat et les extermine près d'Andorre-la-Vieille. Il appelle le pays : Andorre, car il lui vint à l'esprit ce verset de l'Ecriture :

Endor ⁽²⁾, *juxta montem Thabor, ubi filii Israel ad bellum præparantes contra infideles castra posuerunt* ⁽³⁾.

M. Brutails, savant érudit, archiviste du département de la Gironde, dont les livres

(1) Cf. BŒDECKER. « Guide des Pyrénées ».

(2) Andor, puis Andorre seraient une dérivation du mot « Endor ».

(3) Cf. VUILLIER. « Tour du Monde », 1888, page 97.

font autorité sur toutes les matières relatives à l'Andorre, traite de « légende grossière » toute cette légende qui considère Charlemagne comme le fondateur d'une République d'Andorre. Pour cet auteur, « cette légende repose sur un faux qu'il a eu entre les mains et qui est, non pas une imitation, mais une caricature de diplôme ⁽¹⁾ ».

Mais si tout est fable et légende, où donc est la vérité et quelles sont les origines exactes des vallées d'Andorre, et à cette question, on est obligé de répondre avec M. Brutails lui-même : « la vérité est que nous savons très peu de choses sur cette période reculée ⁽²⁾ ».

Peut-être faut-il penser avec M. Mérignhac que Louis le Débonnaire, comme Charlemagne « se sont bornés à couvrir de leur protection les Espagnols qui, pour fuir la domination sarrasine, s'étaient réfugiés dans les Pyrénées » et que, peu à peu, « avec l'établissement de la féodalité et la création de la propriété bénéficiaire ⁽³⁾ » les attributs

(1) Cf. BRUTAILS. — « La coutume des Andores », p. 22 et 23.

(2) *Idem*, page 23.

(3) Cf. MÉRIGNHAC. — « Etude sur la situation actuelle des Vallées et leurs rapports avec la France et la Mitre d'Urgel », page 4.

de la souveraineté passèrent au comte d'Urgel et à l'évêque d'Urgel.

Il ne rentre pas dans le cadre de cette étude, d'exposer et de critiquer avec l'appui des auteurs compétents toutes les théories émises au sujet des origines historiques des Vallées d'Andorre. C'est là une question souvent traitée et controversée⁽¹⁾ et qui d'ailleurs relève bien plus du domaine de l'histoire que de celui du droit public et du droit international.

Donc, jusque vers le XII^e siècle, l'on ne sait rien de précis sur l'Andorre, et les savants érudits, en quête de recherches complexes et intéressantes, ont là un champ d'études fertile en découvertes et en polémiques.

Au XII^e siècle, la situation s'éclaire et le voile qui cache l'Andorre se soulève. Bien que vagues encore et souvent contredites, les notions historiques se précisent, et il devient possible d'échafauder quelque chose de net et de concis.

Au XII^e siècle, deux puissances se trouvent en présence sur le territoire de l'Andorre et vont avoir souvent de nombreux et violents démêlés.

(1) Une longue polémique s'est élevée entre M. Brutails et MM. de Dio-Trias et Baudon de Mony, à l'occasion de ces origines historiques. Elle est relatée dans la « Revue des Pyrénées », 1891, tome III, pages 950 et suivantes.

Ces deux puissances sont l'évêque d'Urgel et le comte d'Urgel.

Une première discussion s'élève en 1190, et la guerre éclate entre le comte Ermengol et l'évêque Bernard de Castelbon. Ce dernier, sentant que le comte d'Urgel aurait vite raison de lui, fit appel aux armes de Roger Bernard, comte de Foix, lui promettant, au cas où la victoire serait de leur côté, le partage de la souveraineté sur les Vallées d'Andorre.

L'évêque fut victorieux et Roger Bernard obtint ce qui lui avait été promis.

Mais, par la suite, et vers 1200, les évêques d'Urgel inféodent certains fiefs andorrans aux seigneurs de Caboët. Ceux-ci ont comme héritiers les comtes de Castelbon, qui se trouvent ainsi être vassaux de la Mitre d'Urgel.

En 1202, Bernard II, comte de Foix, épouse Ermessinde, dernière héritière d'Arnald, comte de Castelbon.

La maison de Foix se trouve donc, de par son union avec les Castelbon, vassale de la Mitre pour la part des biens provenant de cette alliance et co-suzeraine de la Mitre pour le reste. Cette situation bizarre soulève bientôt des difficultés, car l'évêque d'Urgel réclame au comte de Foix l'hommage qu'il doit lui rendre en sa qualité d'héritier des Castelbon.

Roger Bernard, se basant sur le traité de 1190, refuse l'hommage à l'évêque. La guerre éclate et victoire reste aux armes de Foix. Roger Bernard demande ratification de l'acte de 1190 et, comme cette ratification est lente à venir, il se prépare à recommencer la guerre. C'est alors qu'interviennent l'évêque de Valence et le roi d'Aragon qui proposent aux deux adversaires de s'en rapporter à un arbitrage pour la solution du conflit qui les divise.

Les deux adversaires acceptent cette proposition du roi d'Aragon et de l'évêque de Valence et s'en rapportent à cet arbitrage.

Les arbitres (*amicabiles compositores*) choisis pour rédiger une sentence arbitrale sont :

Monseigneur Yathert, évêque de Valence ;
Le baron Lavayne, chanoine de Narbonne ;
Raymond de Besalu, archidiacre de Tarragone ;

Raymond d'Urgel	}	chevaliers.
Isarme Faujans		
Guillaume de Jôsa		

Le roi d'Aragon intervient comme caution.

Rendue le 8 septembre 1278, la sentence arbitrale, appelée *Paréage* ou *Pariage*, fut proclamée solennellement à Urgel.

Le Paréage de 1278 ⁽¹⁾.

Examinons très rapidement ce document important qui constitue la base de l'organisation des Vallées, qui est leur acte fondamental et auquel nous aurons si souvent à faire appel au cours de l'étude que nous entreprenons.

Le Paréage règle l'exercice des droits seigneuriaux entre le comte de Foix et l'évêque d'Urgel.

Il s'occupe d'abord de la taille et décide que chaque seigneur la lèverait alternativement, en commençant par le comte de Foix. Le Paréage fixe cette taille à 4.000 sous de Meigniel pour l'évêque ; il ne fixe aucune somme pour le comte ; « Le comte de Foix et ses successeurs pourront lever la taille à volonté ».

Le Paréage s'occupe ensuite des droits de justice ; il déclare qu'elle doit appartenir en commun aux deux co-seigneurs, représentés en Andorrè par leurs bayles.

En ce qui concerne les revenus de cette justice, le Paréage en attribue le quart aux évêques et les trois autres quarts au comte de Foix.

Le Paréage mentionne ensuite le Viguiier, représentant direct du comte de Foix, et dit

(1) Voir le texte du *Paréage* à la fin de cette étude.

qu'il « exerce les droits et fonctions qu'il avait coutume d'exercer sur les hommes d'Andorre, avant que le comte eût la justice sur les hommes de la dite Vallée ».

Il ne mentionne pas le Viguiier de l'évêque d'Urgel, mais ne parle que de son bayle.

Après avoir parlé des droits d'host et de chevauchée, qui appartiennent toujours aux co-Seigneurs, le Paréage s'occupe de la question de l'hommage. Il décide que « le comte
« de Foix et ses successeurs tiennent en fief
« à tout jamais pour l'évêque d'Urgel et ses
« successeurs les Vallées de Saint-Jean. . . .
« . . . et pour les dites Vallées d'Andorre
« que le comte de Foix fasse incontinent hom-
« mage au dit seigneur évêque ».

La sentence arbitrale s'occupe ensuite du règlement de quelques questions relatives à des fiefs et châteaux situés sur le territoire des Vallées et elle se termine par ces mots :

« Que ceci soit un accord perpétuel entre
« le noble comte de Foix et les siens et
« l'évêque d'Urgel et le chapitre d'Urgel et
« les siens. »

Depuis cette sentence arbitrale, la situation respective des deux co-seigneurs n'a pas changé; seuls, les titulaires de ces droits seigneuriaux ont changé.

Les évêques d'Urgel ont continué, à travers les siècles, à exercer les droits que leur concédait le Paréage de 1278.

Le comte de Foix les a exercés jusqu'au jour où le Comté de Foix fut annexé à la Maison de Navarre et incorporé ensuite à la Couronne de France par les deux édits d'Henri IV et de Louis XIII⁽¹⁾.

(1) Voir, *supra*, comment se fit cette inféodation et le texte de ces édits.

CHAPITRE III

Organisation électorale et nomination des divers représentants et fonctionnaires des Vallées d'Andorre.

Avant d'entreprendre l'exposé de l'organisation administrative des Vallées et de voir comment fonctionnent les divers corps élus chargés de cette administration, il est utile et indispensable de rapidement exposer le système électoral Andorran.

L'Andorre, nous l'avons déjà vu, est un pays essentiellement familial. Là, comme d'ailleurs dans tous les pays catalans du Moyen âge : « L'étendue du droit dont jouit « l'individu ne dépend pas seulement de sa « situation dans la société, mais elle dérive « aussi de la place qu'il occupe dans la « famille ».(1)

(1) Cf. BRÛTAILS. « Etude sur les populations roussillonnaises au Moyen âge », page 205.

L'individu n'est rien, la famille est tout.

Il ne peut donc pas être question en Andorre d'un suffrage universel où tous les individus ont le droit de concourir à la nomination des représentants de la nation ; il ne peut être question que d'un suffrage familial.

C'est à la famille qu'appartiennent en propre la jouissance et l'exercice du droit électoral, comme c'est aussi à elle seule qu'appartient la capacité requise pour être admis aux fonctions électives.

La personne toute désignée pour représenter la famille et exercer les droits lui appartenant, est le père de famille.

ELECTEURS.

La Réforme de 1866, qui est la loi électorale de l'Andorre, est tout imprégnée de cette idée. Elle pose, en effet, le principe que seront seuls électeurs : « Les Andorrans, chefs de famille *caps de casa*, et majeurs *major de edat* ⁽¹⁾ ».

En plus de ces deux conditions générales requises pour faire partie de la nation active des Vallées, la Réforme exige que l'Andorran

(1) La majorité est fixée à 25 ans.

1° habite la paroisse dans laquelle il vote ;
2° qu'il soit sain d'esprit (1).

Les étrangers sont, en principe, exclus de tout droit électoral. La Réforme fait toutefois une exception en faveur de ceux qui, ayant épousé l'héritière d'une famille Andorranne deviennent, par le fait de leur mariage, des chefs de famille.

Il est admis au vote, lorsque résidant depuis au moins trois ans sur le territoire Andorran, « il n'a pas regardé avec mépris les coutumes du pays ».

ELIGIBLES.

Si des électeurs nous passons aux éligibles, nous constatons que le principe que nous avons posé plus haut de l'autorité absolue de la famille, est ici encore en vigueur.

Pour pouvoir être élu à une fonction publique quelconque, il faut, en plus des conditions requises pour l'électorat :

- 1) Etre de bonne vie et mœurs;
- 2) Posséder une quantité de biens suffisante pour pouvoir répondre de son administration ;
- 3) Ne pas être domestique.

(1) « Estar en cabal judici ».

La loi électorale, on le voit, réserve exclusivement aux chefs de famille aisés, riches fermiers et propriétaires, l'obtention des fonctions publiques et électives. Les « caps grossos », comme on les appelle en Andorre, peuvent seuls occuper les charges électives parce que la loi électorale exige que l'élu, l'administrateur en fonctions possède assez de biens pour pouvoir répondre de son administration.

L'Andorre se trouve donc constituer un pays essentiellement aristocratique.

FONCTIONS ÉLECTIVES OBLIGATOIRES

Ce qui rend particulièrement intéressante l'étude de la fonction élective Andorrane, c'est qu'elle est une charge obligatoire à laquelle l'élu ne peut pas se soustraire.

Lorsqu'un chef de famille (cap de casa et cap grosso), a été choisi par les électeurs pour occuper telle ou telle charge ou fonction élective, il doit obligatoirement l'accepter.

Il n'y a que l'âge de la « jubilacio » soixante ans, qui puisse dispenser l'élu Andorran d'accepter et d'exercer la fonction qui lui est confiée.

INÉLIGIBILITÉ, INCOMPATIBILITÉ

La loi électorale prévoit des causes d'inéligibilité et des causes d'incompatibilité.

Les premières résultent par *a contrario*, des conditions requises pour pouvoir être élu.

Les secondes résultent de la loi électorale elle-même, qui stipule que le cumul de plusieurs mandats électifs est impossible, comme aussi le cumul d'un mandat électif et d'une fonction publique.

Cette règle de l'incompatibilité a été introduite par la Réforme comme conséquence obligatoire de la modification apportée dans le système électif du Conseil Général des Vallées.

Nous verrons plus loin, en étudiant le Conseil Général, pourquoi cette modification était nécessaire ⁽¹⁾.

Au point de vue de la forme du vote, l'Andorre ne connaît point encore le vote par bulletin et surtout pas le vote sous enveloppe cachetée.

L'Andorran exprime à haute voix son suffrage et son vote qui est aussitôt enregistré.

(1) Cf. *supra*, Conseil Général.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Organisation administrative des Vallées d'Andorre

LE POUVOIR RÉGIONAL

L'Andorre se divise en six Paroisses (Parrochia) qui sont dans leur ordre administratif : Canillo, Encamp, Ordino, la Massane, Andorre et San-Julia.

LES CUARTS

Trois des paroisses des Vallées de l'Andorre possèdent des subdivisions organisées administrativement, ce sont : Ordino, la Massane et Andorre. Ces subdivisions s'appellent : Cuarts ou quartiers.

La réforme de 1866 ne mentionne pas les Cuarts et ne réglemente pas leur administration. La coutume Andorrane, là encore, a

suppléé la Loi et réglé la constitution et le fonctionnement de ces Cuarts.

Le Cuart ne possède pas de corps élus spéciaux. Les chefs de famille, caps de casa, ainsi que les divers notables habitant le Cuart se réunissent en Conseil de Cuart et prennent toutes mesures utiles à la gestion des biens, à la défense des intérêts du Cuart. Les décisions de ce conseil ont force réglementaire et leur inobservation peut entraîner une amende appelée « Cot de Cuart ».

Les décisions prises par le Conseil de Cuart ne sont pas souveraines et les intéressés peuvent toujours en appeler au Conseil de Paroisse qui peut, soit les annuler, soit les modifier.

LA PAROISSE « PARROCHIA » — LE COMÛ

La Paroisse est la base du groupement politique Andorran ; elle rappelle « les Syndicats de Commune du Moyen âge et ressemble assez par son organisation à la Curie Romaine (1).

ORGANISATION DE LA PAROISSE — SES ORGANES

Les auteurs modernes du droit administratif divisent les organes en délibérants et

(1) Cf. TEULIERE. — « L'Andorre », page 50.

exécutifs. Nous pouvons, par simple commodité, employer ici cette terminologie.

ORGANE DÉLIBÉRANT — LE COMÛ

La Paroisse a, comme organe délibérant, le Conseil de Paroisse ou Comû. Ce Conseil se compose de : douze conseillers élus au suffrage direct, à la majorité absolue des suffrages du corps électoral de la Paroisse, composé, comme on l'a vu plus haut, des chefs de famille remplissant les conditions requises par la loi électorale de 1866.

ORGANE EXÉCUTIF. — LES CONSULS

Ces douze conseillers choisissent dans leur sein et nomment à l'élection les organes exécutifs de la Paroisse qui sont les deux Consuls : Le Consul Majeur et le Consul Mineur.

Ces Consuls sont nommés pour une période de deux ans; les Conseillers, au contraire, sont élus pour quatre ans et sont renouvelables par moitié tous les deux ans.

Conseillers et Consuls portent le titre d'Honorables.

ATTRIBUTION DU CONSEIL DE PAROISSE

Chargé de l'administration communale, le

Comû s'occupe de toutes les questions qui intéressent la Paroisse :

Droits de police, entretien des chemins et sentiers, direction des services locaux, instruction publique, culte, etc.

Le Comû n'est pas seulement investi de pouvoirs d'administration, il a aussi à faire des actes de gestion, et ces actes constituent même une de ses principales attributions.

Pays essentiellement montagneux, l'Andorre est riche en forêts et en pâturages. Les biens communaux y sont fort importants, et c'est au Comû qu'en incombe la gestion.

Pour les forêts, le Comû s'occupe de la mise en coupe réglée et de la vente des bois provenant de ces coupes ; pour les pâturages, il s'occupe de les affermer et il tient pour cela une session spéciale dite des *arrendaments* ou affermage.

Le Comû gère les finances de la Paroisse. Cette gestion est placée sous la haute surveillance de députés, élus tous les deux ans dans la Paroisse, au suffrage direct et à la majorité absolue des suffrages. Ces députés, appelés *Comissionats*, veillent à la bonne gestion des finances de la Paroisse.

C'est à eux que les Consuls présentent leur comptes de gestion qui sont approuvés ou

refusés. Lorsque les comptes sont refusés ou qu'un conflit s'élève entre les Consuls et les Comissionats à propos de ces comptes, il est porté devant le Conseil général qui le solutionne et décide si le compte présenté doit être approuvé ou refusé.

Comme le Conseil de Cuart, le Comû possède un pouvoir réglementaire. Les décisions qu'il prend ont force obligatoire et le Comû peut prononcer une amende dite « Cot de la Parrochia ⁽¹⁾ », contre ceux qui ont refusé d'observer ses décisions.

POUVOIR CENTRAL

Le groupement politique Andorran, que certains auteurs appellent l'Etat Andorran, la Nation Andorranne, est formé de la réunion des six paroisses dont nous venons d'exposer très rapidement l'organisation.

Ce groupement politique possède un Pouvoir central, des organes administratifs supérieurs.

Le Conseil général des Vallées est l'organe délibérant de ce groupement politique, le

(1) Lorsqu'une première amende a été infligée et qu'il y a récidive de la part de l'individu qui a été condamné à la payer, il y a lieu à « recot » c'est-à-dire double amende.

Procureur général syndic en est l'agent d'exécution,

Mais de suite une remarque s'impose, dont nous aurons plus tard à tirer grand profit : c'est que, ni l'Assemblée, ni le Procureur syndic n'ont de pouvoir propre. Leurs délibérations, leurs actes d'exécution ne sont pleinement efficaces et valables qu'après l'assentiment et l'agrément des deux co-seigneurs ; la France et la Mître.

LE CONSEIL GÉNÉRAL

L'Illustre Conseil général et de la terre, le Conseil des Vingt-Quatre, le Conseil des Vallées, suivant ses diverses appellations, a été complètement remanié, quant à son organisation et son mode de composition, par la Réforme de 1866.

1^o AVANT 1866 :

Avant la Réforme de 1866, le Conseil Général n'était pas autre chose que « la réunion des Municipalités » (1).

Il comprenait en effet :

Les deux Consuls en exercice dans chaque Paroisse.

Les deux Consuls sortant de fonction de

(1) Cf. VILAR. — « L'Andorre » *loc. cit.*, page 73.

ces mêmes Paroisses, soit en tout vingt-quatre membres. On le voit, le pouvoir régional et le pouvoir central étaient confondus, puisque les organes administratifs de l'un étaient aussi ceux de l'autre.

2° DEPUIS 1866 :

Ce cumul de tous les pouvoirs dans les mêmes mains devait cesser avec la Réforme de 1866.

Le Conseil général se compose aujourd'hui de vingt-quatre membres élus au suffrage direct par les Paroisses, à raison de quatre conseillers par Paroisse. Ces élections sont faites suivant les règles connues du droit électoral Andorran.

Afin de bien différencier les organes du Pouvoir régional de ceux du Pouvoir central, les Conseillers généraux devront être choisis en dehors des Conseillers de Paroisse en exercice.

Les Conseillers généraux portent le titre d'illustres. Ils sont élus pour quatre ans et sont renouvelables par moitié tous les deux ans.

Le Conseil général se réunit à certaines dates fixes en session ordinaire⁽¹⁾. Il siège à

(1) Les sessions ordinaires ont lieu : le lundi de la semaine sainte ; le 18 ou le 20 mai ; à la Pentecôte ; le 21 décembre, jour de la Saint-Thomas.

Andorre-la-Vieille, dans la salle spéciale de la « Casa del Vall » ou Palais des Vallées. Les Conseillers généraux siègent en costume⁽¹⁾, les séances ne sont pas publiques.

ATTRIBUTIONS DU CONSEIL

Organe supérieur de l'Andorre, le Conseil général est investi d'attributions et de fonctions multiples.

Il a la haute main sur l'administration générale de l'Andorre.

Il est l'organe administratif supérieur et, comme tel, il évoque à lui les décisions des organes inférieurs : cuarts, comûns, les casse et les annule.

Il solutionne les conflits qui, dans les cuarts ou paroisses, peuvent surgir entre administrateurs et administrés.

Il est appelé à se prononcer sur toutes les questions qui peuvent intéresser les Vallées : chemins, eau, pêche, chasse, bois communaux, bornage, mitoyenneté : chirurgiens et apothicaires, etc.⁽²⁾.

(1) Le costume de séance se compose : d'un manteau brun doublé de drap cramoisi avec manches ; c'est le gambetto. Pour les cérémonies, les conseillers ont une culotte grise, une ceinture rouge, des bas de laine bleue un tricorne à ganses.

(2) Cf « Manuel digeste », page 280 :

« Camins, aiguas, pescas, cassas, boscos, comunals, termes, metges, cirurgian, apotecares ».

Il émet des vœux. Il prend des délibérations ayant pour but l'intérêt général, délibérations qui peuvent devenir des lois, lorsqu'elles ont reçu l'approbation des deux co-seigneurs.

Le Conseil général a un pouvoir réglementaire, il prend des décrets qui ont force exécutoire dans toutes les Paroisses.

L'amende dite : « Cot de la terra », est infligée par le Conseil au cas d'inexécution ou d'inobservation de ces décrets.

Le Conseil donne des interprétations générales et obligatoires, lorsque des difficultés lui sont soumises.

Le Conseil nomme différents fonctionnaires ; il présente la liste sur laquelle les Viguiers choisiront leurs Bayles.

En matière financière, le Conseil n'a pas de bien grandes attributions.

Les Vallées d'Andorre ne possèdent pas de budget spécial au groupement politique, seules les Paroisses ont leur budget spécial qu'elles administrent comme bon leur semble, sous le contrôle des Comissionats.

Toutefois, il ne faut pas conclure que le Conseil général n'a aucune attribution financière. Il joue, en matière d'impôt, un rôle à peu près identique à celui de notre Chambre

des députés qui, chaque année, fixe le quantum de l'impôt à percevoir. Toutes les années, en effet, le Conseil général détermine le quantum de l'impôt qui devra être perçu par les Paroisses. Les divers Comûns répartissent entre eux cet impôt et en remettent le montant au Conseil général.

Ces recettes propres au Conseil des Vallées sont le produit de l'impôt appelé « l'Estrany ».

Cet impôt frappe tout ce qui est étranger, hommes et bétails, et qui réside sur le territoire des Vallées.

De plus, le Conseil général a, en cas de besoin, la faculté de faire appel aux Comûns et de leur désigner les sommes qui lui sont utiles. Les Comûns doivent s'exécuter et cet impôt extraordinaire est appelé « llot ».

C'est aussi au Conseil général qu'incombe le soin de recueillir la redevance annuelle « quistia » due par les Vallées à ses co-seigneurs.

Le récolement de cette quistia s'opère d'une façon fort complexe et suivant des calculs bizarres.

Nous empruntons à M. Brutails les explications relatives à cette redevance.

« On dresse dans les paroisses des *padrals* ou états des *metadors* et des *averies*, c'est-à-dire des unités imposables qui se divisent

en deux catégories. Le *metado* est l'unité imposable de la première catégorie; le *metado de pa*, comme on disait jadis, est toute « personne de communion » tout Andorran qui a fait sa première communion et qui n'est pas clerc; le *metado de peu rodo* est un solipède, cheval, mulet, âne; le *metado de peu forcat* est un animal d'espèce bovine.

Les *averies* sont les têtes de menu bétail : moutons, chèvres, porcs, cinq *averies* sont assimilées à un *metado*.

Cela étant, le chiffre de la quistia intégrale est de 30 deniers (0 peseta 33) par *metado* ⁽¹⁾.

LA JUNTA

Comme le Conseil général ne peut pas siéger en permanence et ne peut pas non plus s'occuper de toutes les affaires courantes, il existe à côté de lui une commission permanente, déléguée du Conseil général. Cette commission est composée de six membres à raison de un membre par paroisse.

Cette junta est chargée d'expédier les affaires courantes, de prendre des délibérations au cas où des difficultés se présenteraient durant les intervalles des sessions.

(1) Cf. BRUTAILS, *loc. cit.*, page 37.

Cette junta, en cas de difficultés, doit toujours en référer au Conseil général dont elle n'est que la déléguée.

PROCUREUR GÉNÉRAL SYNDIC — NOMINATION

Chef du pouvoir exécutif, le Procureur général syndic est élu par le Conseil général, qui le choisit, soit parmi ses membres, soit en dehors de ses membres.

Le Conseil nomme aussi un second syndic ou vice-syndic qui assiste ou remplace le syndic général.

Syndic et vice-syndic sont élus pour trois ans ; ils sont rééligibles.

Pour pouvoir être élu à cette haute fonction, il faut être ou avoir été Conseiller général. Généralement, cette haute dignité est confiée à un des riches propriétaires Andorrens.

ATTRIBUTIONS

Comme chef du pouvoir exécutif, le syndic fait exécuter les délibérations prises par le Conseil général. C'est lui qui donne aux consuls des Paroisses les ordres nécessaires pour l'exécution de ces délibérations.

Son rôle est essentiellement celui d'un agent administratif. Son titre pourrait prêter à confusion lorsque, par analogie, on le com-

pare à notre Procureur général français. M. Brutails explique cette dénomination en disant que le Procureur général syndic « est le mandataire de la communauté, investi d'une procuration générale (1) ».

Le syndic est président du Conseil général des Vallées ; il a le droit de soumettre au Conseil les mesures qu'il juge utiles de prendre et que le Conseil peut rendre exécutoires par un vote.

Comme le Conseil est composé d'un nombre pair de votants (24), il peut arriver que les voix se portent par moitié sur l'affirmative et par moitié sur la négative. Le Procureur syndic qui, d'habitude, ne prend pas part au vote, se prononce sur la question et son vote, départageant ainsi les voix, fait triompher l'opinion pour laquelle il s'est prononcé.

En matière financière, le syndic a de très faibles attributions ; c'est entre ses mains que sont centralisés les divers impôts, c'est lui qui doit ordonnancer les diverses dépenses afférentes aux divers services publics.

La gestion du syndic est soumise à l'approbation du Conseil général au cours d'une des sessions ordinaires.

(1) Cf. BRUTAILS, *loc. cit.*, page 31.

CHAPITRE II

Représentant des Co-Seigneurs

LES VIGUIERS (1)

Les deux co-seigneurs des Vallées d'Andorre ne pouvant s'occuper directement de l'administration du pays soumis à leur autorité, sont représentés par des Viguiers.

Il y a en Andorre deux Viguiers. Le Viguiier Français représentant le Gouvernement de la République et le Viguiier Episcopal représentant l'Evêque de la Seo d'Urgel.

Le Paréage de 1278, auquel il importe toujours de se référer lorsque l'on étudie une institution Andorrane, ne parle que du Viguiier du Comte de Foix, et ne mentionne nullement le Viguiier Episcopal. Jusqu'en 1346 environ, il n'y avait en Andorre qu'un

(1) Viguiier, vicarius, viguers signifie remplaçant, suppléant ; on retrouve dans l'organisation féodale du Roussillon, des Viguiers d'abord lieutenants du Comte auquel il sont attachés, puis par la suite représentants de l'autorité royale.

Viguiers, celui du Comte de Foix, l'Evêque n'ayant pour le représenter en Andorre que son Bayle.

Depuis 1346, l'Evêque de la Seo d'Urgel a pris l'habitude de nommer lui aussi un Viguiers et la coutume ayant consacré cet état de choses, nous retrouvons toujours à travers l'histoire Andorrane les deux Viguiers Français et Episcopal.

Toutefois une remarque importante s'impose au sujet du Viguiers épiscopal. Si la France est libre de choisir son viguiers où bon lui semble parmi ses nationaux, l'Evêque d'Urgel est obligé de choisir le sien parmi les Andorrans.

Cette obligation s'explique d'ailleurs fort bien, car l'Evêque d'Urgel n'est pas un chef d'Etat ayant des nationaux : Prince de l'Eglise, investi d'un pouvoir temporel sur les Vallées d'Andorre, il est juste que ce soit en Andorre seulement qu'il puisse choisir le représentant de son autorité : son viguiers.

D'autre part, le mandat dont est investi le Viguiers Français est illimité, quant à sa durée, celui du Viguiers épiscopal, au contraire, est limité à trois ans.

Le Viguiers Français est nommé par décret du Président de la République.

De 1806 à 1882, le Viguiier devait être choisi parmi les habitants du Département de l'Ariège dont le Préfet était le délégué de la France auprès des Vallées d'Andorre ; depuis cette date ⁽¹⁾, le Préfet des Pyrénées-Orientales a été investi des fonctions qui appartenaient au Préfet de l'Ariège et il porte le titre de « Délégué permanent du Gouvernement « Français pour les affaires de l'Andorre ; « pour représenter l'Etat Français dans l'exercice de ses droits de souveraineté vis-à-vis « des autorités Andorranes et dans ses relations avec l'Evêque d'Urgel ⁽²⁾ ». Par suite de ce changement, le Viguiier de la France doit être choisi parmi les habitants du département des Pyrénées-Orientales ⁽³⁾.

ATTRIBUTIONS DES VIGUIERS

Le décret de 1806 qui nommait le Viguiier Impérial en Andorre, s'exprimait ainsi : « Le Viguiier sera chargé d'assister aux Corts et

(1) Décret du 3 juin 1882.

(2) De 1882 à 1884, c'était le sous-préfet de Prades qui était investi des fonctions de délégué permanent.

Le décret du 27 février 1884 a fait passer ces fonctions au Préfet de Perpignan.

(3) Le Viguiier actuel de la France est M. Romeu, avocat au barreau de Prades, chevalier de la Légion d'honneur.

M. Romeu est en fonctions depuis 1887.

lits de justice de la Vallée d'Andorre et usera de tous les privilèges que les conventions ou l'usage lui avait attribués, soit dans l'exercice de ses fonctions, soit dans la nomination des Bayles chargés de prononcer dans les affaires civiles⁽¹⁾.»

Les Viguiers sont en Andorre les représentants directs et immédiats de l'autorité et de la puissance du Seigneur qui les nomme et dont ils dépendent.

Comme tels, ils sont invsti en Andorre de droits considérables.

« Il ne faut point laisser s'accréditer l'opinion que le Conseil général et le syndic sont les véritables gouvernants de l'Andorre, notre Viguiier n'étant qu'une sorte d'ambassadeur apparaissant de loin en loin pour présider à une cour criminelle ou à une solennité du pays ; il faut, au contraire, que notre représentant, assisté du Viguiier, de l'Evêque d'Urgel, mais supérieur à lui en dignité et en influence soit considéré par tous comme le rouage essentiel de l'administration Andorrane⁽²⁾. »

Comme tel, le Viguiier a le droit de casser

(1) Cf. Décret du 1806.

(2) Cf. « Pandectes française ». Andore.

et d'annuler toutes les délibérations et décisions prises par les différents organes administratifs : Cuarts, Comûns et Conseil général.

Le Viguiier peut, dans l'intérêt de la bonne administration des Vallées, prendre tout décret qui lui semble utile et en ordonner l'exécution immédiate.

Le Viguiier est aussi le chef suprême de la milice andorrane, qu'il peut réunir quand bon lui semble.

LES BAYLES (1)

Le Bayle est, en Andorre, le lieutenant des Viguiers : « la sentinelle qui doit veiller con-

Note. — Extrait du « Politar », relatif aux Viguiers :

« Sols en Andorra se conserven los Veguers ab son primitiu supremo govern, sens dependir, tan en lo governatiu, com en lo de justicia, de altre superior que dels Senyors Princesps de estas valls.

Comme obligations, le Politar impose aux Viguiers les suivantes :

« Deuhen apartarlos de tot mal y procurarlos tothe, a imitacio de un bon pare respecte a sos fills de un bon mestre respecte a sos deyxebles.

« Deuhen administrarlos tot compliment de justicia, castigant als mals, y estimant y premiant als bons, sens acceptacio de persones.

« Deuhen per administrar la jnsticia obrir Corts intervenint lo Concell general de les Valls, com tambe en sa clausura. » — (« Politar », page 166).

(1) « Los battles son los sentiuellas que deuen continuamente vetlar por lo publich repos ».

tinuellement au maintien de la paix publique ».

Le Bayle est nommé par le Viguiier. Chaque Viguiier choisit son Bayle sur une liste de six membres qui lui est présentée par le Conseil général des Vallées. Le Politar appelle cette liste la « cisena de Batlles » la sixaine des Bayles.

Les Bayles sont des citoyens Andorrans, investis de leurs fonctions pour trois ans.

Ils sont pour les Viguiers de précieux auxiliaires, vivant en permanence au milieu de leurs concitoyens, connaissant à merveille les Coutumes et usages de leur pays, ils peuvent faire utilement sentir l'influence de l'autorité souveraine dont ils sont les représentants.

Leurs attributions sont multiples et d'ailleurs très diverses ; nous nous contenterons de mentionner celles qui sont les plus importantes. Le Bayle doit veiller à ce que tous les officiers de justice remplissent fidèlement leur office. Ils doivent, lorsqu'un crime vient à être commis, s'emparer du criminel et le faire enfermer. Ils sont chargés de faire exécuter les sentences des diverses sortes de juridiction. Ils sont, d'une façon générale, les protecteurs des biens et des personnes.

Comme attributions plus spéciales, ils « autorisent sur requête les détenteurs de bien d'autrui à prendre les mesures conservatoires de leurs intérêts ou des intérêts des tiers ; ils autorisent la femme dont le mari est absent à consentir les aliénations indispensables ; s'ils ne sont pas tuteur légal, ils nomment le tuteur, lui donnent le pouvoir de vendre et peuvent recevoir en dépôt les revenus du pupille⁽¹⁾ ».

Nous ne parlerons pas ici des pouvoirs du Bayle au point de vue de la justice, nous verrons ses attributions dans le chapitre de l'organisation judiciaire⁽²⁾.

Note. — Extrait du *Politar* sur les fonctions des Bayles, Chapitre V, 215.

« La nominació dels Battles toque als Principis, y la consulta o proposta al Concell General, en vertut de privilegis ortorgats aldit Concell per sos Senyors Princeps. »

« Los batlles deuen vetlar que los capitans y altres oficials de justicia cumplan a son ofici ».

(1) BRUTAILS. — *Extrait d'une requête du 30 mars 1883.*

(2) Comme les Viguiers, les Bayles se retrouvent dans les institutions féodales du Roussillon.

Leur double fonction dans les Seigneuries du Roussillon était de gérer et administrer les biens des Seigneurs et de rendre la justice en son nom ; il était donc intendant et magistrat. Si nous ne retrouvons pas ce double caractère chez le Bayle Andorran, c'est que le rôle du Bayle catalan a passé au Viguiier Andorran ; le bayle, lui, est devenu ce qu'était en Roussillon le « Saig », sorte d'huissier nommé par le bayle et dont la principale fonction était de ramener à exécution la sentence du Bayle. Le Bayle Andorran ressemble tout à fait à ce « Saig » comme il est nommé par le Viguiier dont il devient le lieutenant et le coadjuteur.

CHAPITRE III

Organisation Judiciaire

Le Paréage de 1278 a spécialement conféré aux deux co-Seigneurs des droits de justice.

La justice au Moyen âge est l'apanage principal des Seigneurs. Le Seigneur qui détient entre ses mains les droits de haute, moyenne et basse justice, est investi de la puissance la plus haute et la plus considérable.

Les deux co-Seigneurs des Vallées d'Andorre sont en possession de ce droit de justice et ont seuls le pouvoir de juger. Toute justice en Andorre émane des co-Seigneurs.

Mais les co-Seigneurs ont délégué l'exercice de leur droit juridictionnel et ils ont conféré à leurs représentants, à leurs lieutenants, le droit de rendre la justice en leur nom et à leur place. Les Viguiers, les Bayles, le juge des appellations, sont des juges délégués des Seigneurs. Mais la délégation d'un pouvoir

de juridiction n'empêche pas le titulaire de ce pouvoir de garder, dans certains cas, la connaissance en dernier ressort du litige sur lequel il désire se prononcer. Les co-Seigneurs d'Andorre usent parfois de ce droit et de ce pouvoir.

Il existe en Andorre trois degrés, ou plutôt trois ordres de juridiction : juridiction civile, juridiction criminelle et enfin juridiction politique (*lo sevil, lo criminal, lo politich*).

JUSTICE CIVILE

Au point de vue purement civil, on trouve en Andorre trois sortes de juridiction très nettement hiérarchisées :

Le Bayle — Le Juge des appellations — Les co-Seigneurs.

LE BAYLE

Le Paréage de 1278 mentionne le Bayle comme étant investi des fonctions de juge civil et le Politar spécifie bien qu'il est le « *judge primitur y verbal en las causas civils de dites valls* » (1).

C'est lui, en effet, qui est le juge du premier degré, lui qui se trouve au premier échelon de la hiérarchie judiciaire Andorrane.

(1) « Politar », 409.

Le plaideur qui a un litige à faire solutionner, peut s'adresser à son choix, soit au Bayle français, soit au Bayle épiscopal. Lorsque le plaideur a fait son choix, qu'il a engagé l'affaire devant un Bayle, celui-ci reste compétent jusqu'à la solution à intervenir.

On trouve donc, à la base de l'organisation judiciaire, deux justices absolument similaires et égales, ayant les mêmes attributions et les mêmes pouvoirs et investies des mêmes fonctions. Toute contestation civile doit passer par le Bayle, juge du premier degré.

Le Bayle siège seul. Dans les questions délicates, soit en fait, soit en droit, le Bayle peut s'entourer de tous renseignements et s'adresser à des hommes de loi ⁽¹⁾ qui pourront l'aider à faire la lumière dans les causes difficiles.

JUGE DES APPELLATIONS

Le plaideur mécontent de la sentence du Bayle pourra, lorsque le litige dépassera dix livres (26 pesetas), s'adresser au second degré de juridiction, interjeter appel, comme nous disons en procédure.

(1) Le « Politar » dit que le Bayle peut consulter un « assessor osaltim consultor ».

L'appel est porté devant un juge spécial appelé juge des appellations.

Ce magistrat, juge unique, est nommé à tour de rôle par les deux co-Seigneurs, il est nommé à vie.

« Le juge souverain est au reste nommé à l'alternative par le Roy et par l'Evêque d'Urgel. Il exerce pendant toute sa vie », dit l'intendant de Perpignan dans un mémoire⁽¹⁾.

Il y a là évidemment quelque chose de très curieux et que peut seul expliquer la dualité des pouvoirs dont les deux co-Seigneurs sont également détenteurs. Jusqu'en 1891, le juge des appellations en fonctions avait été nommé par l'Evêque d'Urgel. Depuis cette époque, le juge des appellations épiscopal étant décédé, c'est à la France qu'est revenu le tour de nomination.

Un décret présidentiel a alors nommé juge des appellations un conseiller de Préfecture de la Haute-Garonne⁽²⁾.

(1) Archives de Perpignan.

(2) M. Sicard, conseiller de préfecture, est actuellement en fonctions.

TRIBUNAL SUPÉRIEUR D'ANDORRE
TRIBUNAL ECCLÉSIASTIQUE D'URGEL

Nous avons posé comme principe de l'organisation judiciaire d'Andorre que : « Toute justice émane des co-Seigneurs ». Il est donc naturel que les seigneurs se réservent le droit de statuer en dernier ressort sur les difficultés que voudraient bien leur soumettre les justiciables Andorrans. Ils ne font en cela qu'exercer leur droit de justice retenue.

Le Président de la République Française et l'Evêque de la Seo d'Urgel, sont donc les juges suprêmes et en dernier ressort du système judiciaire des Vallées d'Andorre.

Mais comme Président et Evêque ne peuvent pas s'occuper de rendre la justice, ils ont institué, par délégation spéciale de leurs pouvoirs juridictionnels, et le Tribunal supérieur d'Andorre et le Tribunal ecclésiastique d'Urgel.

TRIBUNAL SUPÉRIEUR

C'est par un décret du 13 juin 1888 que ce tribunal spécial a été créé ; le décret s'exprime ainsi :

Article 1^{er} « Il est institué à Perpignan un tribunal chargé *par délégation du Président de la République Française* de con-

naître définitivement et en dernier ressort de celles des décisions rendues en matière civile par le juge des appellations qui sont déferées à l'examen du chef d'Etat Français.

Art. 2. — Le tribunal se compose de cinq membres : un président et quatre juges.

En feront partie de droit :

1° Le Président du Tribunal civil de Perpignan qui remplira les fonctions de Président ;

2° Le Viguiier de France à Andorre ;

3° Un Conseiller de Préfecture des Pyrénées-Orientales (1).

4° Un membre du barreau de Perpignan.

Ces deux derniers seront désignés nominativement par décret. Il sera également pourvu par décret à la nomination du quatrième juge qui sera choisi de préférence parmi les personnes au courant de la langue et des usages Andorrans (2). Le juge qui aurait pu connaître d'une affaire portée devant le tribunal, soit comme conseil, soit de toute autre manière, sera remplacé dans cette af-

(1) Depuis le 19 janvier 1891, le texte du décret a été modifié ; c'est le vice-président du Conseil de Préfecture qui sera de droit juge au tribunal supérieur.

(2) C'est M. J.-A. Brutails, archiviste de la Gironde, qui est le quatrième juge nommé par décret,

faire par un juge suppléant nommé par décret.

La Procédure employée devant le tribunal supérieur est celle des tribunaux administratifs. Le tribunal supérieur, juge en dernier ressort, ne ressemble en rien à notre Cour de Cassation qui, elle, ne se prononce que sur la question de droit, sans vider l'affaire au fond. Les affaires portées devant le tribunal supérieur sont jugées au fond et la sentence rendue constitue un « arrêt définitif et souverain ⁽¹⁾ ».

Ce qui montre bien que les arrêts rendus par le tribunal supérieur le sont au nom et à la place du Seigneur, c'est l'intitulé de ces arrêts. Ce n'est pas au nom du peuple français que sont rendus les jugements, mais au nom du Gouvernement français ⁽²⁾.

C'est au nom du Gouvernement français que la formule exécutoire est délivrée :

« En conséquence, le Gouvernement français mande et ordonne aux bayles et aux « nunci des vallées d'Andorre, sur ce requis,

(1) BRUTAILS. *loc. cit.*, p. 236.

(2) Modèle de jugement :

République Française

Au nom du Gouvernement Français :

Le Tribunal supérieur, siégeant à Perpignan, a rendu à l'audience du le jugement suivant :

et le mode de jugement de l'infraction à la loi pénale.

Il n'y a, en principe, en Andorre, qu'une seule juridiction capable de connaître et de juger les infractions à la loi pénale. Ce sont les Corts.

Toutefois les Viguiers ont, au nombre de leurs attributions, celle de rendre par eux-mêmes la justice pénale pour les affaires de très minime importance et qui ne nécessitent pas la réunion des Corts.

Les Viguiers sont aidés dans leur mission de juge correctionnel par leurs Bayles, qui remplissent l'office d'officiers de police judiciaire, qui instruisent l'affaire et qui font incarcérer les délinquants.

Il est bon de noter, toutefois, que les Viguiers jugent toujours en premier ressort et que leurs décisions peuvent toujours être portées en appel devant les Corts.

LE TRIBUNAL DES CORTS

Le Politar définit ainsi le Tribunal des Corts : « Le Tribunal par lequel s'administre la justice tant civile que criminelle, dans les Vallées d'Andorre, est un tribunal suprême. Son antiquité est aussi grande que l'antiquité des Viguiers. Son autorité est si grande qu'il

peut solutionner tous les procès de toute sorte » (1).

Ce Tribunal se compose :

Des deux Viguers ;

Du juge des appellations ;

Des deux Bayles.

Ces personnages sont assistés de deux « rahonadors » ou « enrahonadors » qui ont, au sein du Tribunal, une mission très mal définie.

Si l'on croit le Politar, les rahonadors auraient pour principale mission de veiller à ce que la coutume Andorrane soit respectée et à présenter, si besoin en est, la défense des inculpés (2).

Ces rahonadors sont nommés par le Conseil général pour chaque session.

Les Corts sont assistés d'un huissier : Nunci,

(1) Cf. « Politar ». Chapitre IV.

« Lo tribunal de les Corts per loqual se administra la justicia tan en civil com en criminal en las Valls d'Andorra es un tribunal supremo. Sa antiquitat es tanta quanta es la antiquitat dels Viguers en les Valls. Sa autoritat tan gran que en ell se substancien tots la processos de qualsevol delicté de persones ».

(2) Cf. *Politar*, page 280. « Item mes, fonch concedit que les dits Valls d'Andorra en quiscuna de les corts se tindran en dites Valls, per conservar los privilégis, usos et consuetuts y tambe per mirar la justicia y culpa dels delinquents y inculpats y dels litigants, puga ell concell elegir arrahonadors. »

et d'un greffier, tous deux nommés par le Conseil général.

LA COMPÉTENCE DES CORTS

Les Corts sont le juge ordinaire des affaires correctionnelles et criminelles des Vallées d'Andorre.

Toutefois, à côté de cette compétence normale, la coutume Andorranne reconnaît aux Corts une compétence civile. Le Politar, qui est le résumé de toutes les coutumes Andorranes, dit expressément : « Le Tribunal des Corts par lequel s'administre la justice *tant civile que criminelle* ».

M. Brutails fait remarquer, à propos de cette compétence extraordinaire des Corts, que ceux-ci : « ne jugent pas au civil en première instance. En appel, comme on a treize jours pour se pourvoir contre la sentence des Bayles, si les Corts sont ouvertes dans les treize jours qui suivent la notification de cette sentence, l'une des parties peut porter l'affaire devant elles ; elle y gagnera d'obtenir une solution rapide et définitive ⁽¹⁾ ».

Cette observation était utile à formuler, car on a parfois prétendu que, durant la session des Corts, toutes les juridictions infé-

(1) Cf. BRUTAILS, *loc. cit.* p. 254.

rieures des Vailées étaient suspendues, les Corts restant seules compétentes.

Le Conseil général a émis en 1877 un décret déclarant que « durant l'ouverture des Corts, le cours des tribunaux inférieurs cesse ⁽¹⁾ ».

Cela est absolument inexact. Seulement, comme dans les Corts se trouvent réunis les représentants les plus directs et les plus autorisés des co-Seigneurs : Viguiers, Juge des appellations et Bayles, on conçoit fort bien que ce Tribunal soit investi, durant le cours de ses sessions, de pouvoirs plus considérables que tous les autres tribunaux.

A ce propos, M. Vilar s'exprime ainsi : « C'est un pouvoir exorbitant de droit commun et qui peut s'expliquer par la personnalité et le caractère des membres de ce Tribunal. Les plaideurs trouvent réunis une délégation complète et autorisée de leurs deux co-Seigneurs à la fois. Aussi usent-ils volontiers du droit de saisir les Corts de toutes leurs causes pour profiter de l'occasion qui leur donne, par la présence simultanée des deux Viguiers, par l'existence des rahonadors, des garanties de bonne

(1) Le décret disait : « durant la ma obertura cesan los demes tribunals inferiors. »

(Décret du Conseil général, 25 août 1877.)

justice et de justice rapide par la suppression de tout appel (1).

JUSTICE POLITIQUE

L'Andorre possède, en plus des juridictions civiles et criminelles, une juridiction politique. Il ne faut pas croire qu'il s'agit ici de juridiction spéciale dont la mission est de juger les crimes et délits politiques. Il faut entendre par juridiction politique une juridiction administrative chargée de solutionner les difficultés qui peuvent s'élever entre des particuliers ou des particuliers et les Communs.

Ce sont des affaires purement civiles, mais dans lesquelles l'intérêt local entre tout particulièrement en jeu.

Les plus importantes de ces affaires sont énumérées par le Politar. Ce sont des questions de bornage, de clôture, d'arrosage, de dommages aux champs, etc. (2)

TRIBUNAL DE VEHEDURIA

Le Tribunal, compétent pour solutionner ces débats, est le tribunal de *Veheduria*. Il y a ici trois degrés de juridiction. Au premier

(1) Cf. Vilar, *loc. cit.*, page 111.

(2) Cf. *Politar*, termes, confins, riguers, trencades de fustes.

degré se trouve la Paroisse. Au second degré, les dix Consuls des Vallées, les deux Consuls de la Paroisse intéressée ne pouvant pas statuer comme étant juge et partie et comme ayant statué déjà au premier degré comme membres du Conseil de Paroisse.

Au troisième degré, enfin, se trouvent les membres du Conseil général.

La procédure de la Veheduria est une des plus curieuses des Vallées. Les juges se transportent toujours sur l'emplacement litigieux et c'est de ce transport « visura » que ces tribunaux tiennent leur nom.

Les Visures ne sont pas nombreuses : dix à quinze tout au plus en premier ou second ressort. Trois ou quatre à peine en dernier ressort. « Ces audiences du Conseil général revêtu de son costume pittoresque, dans des paysages austères et grandioses, sont l'un des spectacles les plus étranges de l'Andorre contemporaine ⁽¹⁾.

(1) Cf. BRUTAILS, *loc. cit.*, page 247.

DEUXIÈME PARTIE

Recherche de la Condition Internationale des Vallées d'Andorre

L'Etude de l'organisation intérieure des Vallées d'Andorre nous a appris que deux puissances, deux seigneurs se partageaient le gouvernement, l'administration et la justice dans les Vallées.

La France et l'Evêque de la Seo d'Urgel unis en paréage, depuis 1278, sont ces deux seigneurs et ont seuls des droits à faire valoir sur les Vallées.

CHAPITRE I

L'Andorre au regard de l'Espagne

Cette situation prépondérante de la France et de l'Evêque d'Urgel n'est pas admise de façon absolue par tout le monde. Une théorie

a essayé de se faire jour, qui tiendrait à démontrer que l'Espagne a sur les Vallées d'Andorre des droits aussi absolus et incontestés que ceux de la France.

Certains auteurs se sont fait les porte-paroles et les défenseurs de cette doctrine des prétendus droits de l'Espagne.

Les auteurs et les publicistes n'ont pas été les seuls à propager cette doctrine. Le Gouvernement Espagnol, à maintes reprises, a lui aussi essayé de faire admettre dans le domaine de la pratique la théorie des droits dont il prétend être titulaire sur les Vallées.

Quelques faits pris au hasard de l'histoire, nous montrent, mieux que toutes réflexions, l'opiniâtreté du Gouvernement Espagnol comme aussi le mal fondé de ses prétentions.

En 1745, le Souverain Pontife donne l'autorisation au Gouvernement Espagnol de prélever un droit de 8% sur les revenus des biens des ecclésiastiques espagnols.

L'Espagne émet la prétention de faire peser cette imposition sur les revenus des biens des ecclésiastiques Andorrans. Le clergé des Vallées se refuse à payer cette taxe et en appelle à la France. Le Gouvernement royal fait entendre, auprès de la Cour de Madrid, de pressantes représentations et

proteste contre la violation la plus élémentaire des droits des co-Seigneurs ⁽¹⁾.

L'Intendant Horey écrit : « Que le Roy est
« souverain dans la Vallée d'Andorre ; mais,
« qu'il ne l'est pas seul, il est en paréage
« avec l'Evêque d'Urgel ; quant au Roy d'Es-
« pagne, il n'y a aucun droit, ni autorité »,
et plus loin, le même Intendant ajoute : « Le
« Roi d'Espagne n'a aucun droit sur les
« Vallées d'Andorre qui n'est pas son do-
« maine » (Archives de la Préfecture de
Perpignan).

Peu de temps après cette première prétention, l'Espagne, en 1822, veut annexer à la Catalogne, les Vallées d'Andorre. Un projet de loi est déposé sur le bureau des Cortès pour faire voter par la Chambre Espagnole cette annexion. Le peuple Andorran s'émeut à l'annonce de cette proposition et de cette prétention ridicule et il s'adresse à nouveau à la France. Le Gouvernement de Louis XVIII se hâte de rappeler à l'Espagne que ses prétentions sont sans fondement et qu'elles violent le pacte fondamental de l'Andorre.

Déjà, quelques années auparavant, à l'oc-

(1) Rapporté dans les archives de la Préfecture de Perpignan (Liasse C. 2 160).

casion de difficultés qui s'étaient élevées entre l'Andorre et l'Espagne au sujet d'une affaire militaire, l'Intendant de Perpignan écrivait à M. D'Argenson :

« Les ministres de la Cour d'Espagne font
« de tout temps des tentatives pour établir le
« domaine de la couronne d'Espagne sur
« cette vallée, mais jusqu'à présent ils n'ont
« pu y réussir ».

En 1841, nouvelle tentative de l'Espagne pour implanter sa domination sur l'Andorre. La couronne d'Espagne veut installer à Andorre un agent Espagnol investi de pouvoirs très considérables et dont la mission plus spéciale serait « d'empêcher tout ce qui
« pourrait nuire à la sûreté de l'Espagne ».

M. Darnaud, député de l'Ariège, fait entendre une ardente protestation contre cette prétention de l'Espagne et il s'élève du haut de la Tribune de la Chambre des députés contre « cette violation du droit incontestable
« de suzeraineté de la France »⁽¹⁾. Le Ministre des Affaires Etrangères adresse une fois de plus des remontrances à la Cour d'Espagne.

En 1864, le Conseil d'Etat de Madrid rend un arrêt relatif à la question douanière en Andorre. Cet arrêt est ainsi conçu :

(1) Voir *Journal Officiel* 1841.

« De deux choses l'une, ou l'Andorre est
« un pays indépendant, dans ce cas elle doit
« être traitée comme les nations étrangères et
« elle ne peut rien introduire en franchise
« sur le territoire espagnol, ou elle n'est pas
« indépendante, alors elle doit être traitée
« comme une province espagnole et la douane
« doit être portée non pas aux limites qui sé-
« parent l'Andorre de la province de Lérída,
« mais bien aux frontières de la France, c'est-
« à-dire aux limites de la commune de
« l'Hospitalet. »

Comment dire d'une façon plus évidente et plus explicite que l'Espagne veut considérer l'Andorre comme relevant de sa domination et comme faisant partie de son territoire.

En 1894, l'Espagne nomme un vice-roi d'Andorre et une ordonnance royale, rendue le 27 août, déclare que les Vallées sont soumises au protectorat de l'Espagne. « Ordonnances et nominations sont d'ailleurs restées lettres mortes » (1).

En 1895 enfin, M. Carvajal y Hue, député aux Cortès, prit la parole dans la discussion relative à la question de douane Andorrane et s'exprime ainsi :

« Question internationale entre l'Etat espa-

(1) Cf. MERIGNHAC, *loc. cit.*

« gnol et l'Evêque d'Urgel ? Je sais bien que
 « l'Evêque d'Urgel se croit réellement souve-
 « rain en Andorre et non ce qu'il est réelle-
 « ment : le représentant de l'Etat espagnol,
 « comme le Préfet de Foix est le représentant
 « du Gouvernement Français.

« Comment une question entre le gouverne-
 « ment Espagnol et un de ses fonctionnai-
 « res peut-elle être question internationale ?

« Elle le sera entre le gouvernement Fran-
 « çais et le gouvernement Espagnol, protec-
 « teur comme lui de l'Andorre avec les mê-
 « mes droits et attributions.

« Moi, je soutiens que cette souveraineté
 « personnelle du Prélat d'Urgel ne représente
 « pas suffisamment l'Espagne qui doit l'exer-
 « cer directement. »

Voilà le véritable mot de la fin qui résume merveilleusement toute cette longue discussion entre le gouvernement Espagnol et les divers gouvernements de la France. L'Espagne voudrait jouer, à l'égard des Vallées d'Andorre, un rôle similaire à celui de la France ; elle voudrait que l'Evêque de la Seo d'Urgel ne soit que le délégué permanent des affaires de l'Espagne en Andorre, comme le Préfet de Perpignan est le délégué permanent des affaires de la France en Andorre.

Cette assimilation des droits de l'Espagne à ceux de la France est malheureusement impossible. La France tient ses droits sur les Vallées d'Andorre des comtes de Foix. La part de seigneurie appartenant au dit comte de Foix est passée, après l'extinction de la maison de Foix, aux Rois de Navarre, puis aux Rois de France.

Le Béarn, depuis l'époque carlovingienne, était un vicomté dépendant des comtes de Gascogne. Louis le Débonnaire en fit un vicomté héréditaire. En 1465, le Béarn passe par alliance à la Maison d'Albret. Henri II d'Albret, roi de Navarre, successeur de Jean d'Albret, épouse Marguerite de Valois d'Orléans, sœur de François I^{er}. De cette union naît Jeanne d'Albret, mère d'Henri IV. A l'avènement de ce prince, le Béarn conserve son autorité. Louis XIII, le réunit à la France en 1620. (Notice empruntée Grand Larousse. Béarn.)

L'édit du 19 octobre 1620, qui incorpore le Béarn et l'Andorre à la France, s'exprime ainsi :

« Nous avons par nostre présent édit per-
« pétuel et irrévocable uni et incorporé,
« unissons et incorporons la dite couronne
« au pays de Navarre et notre pays et souve-

« raineté de Béarn et Andorre et Donesan et
« terres qui en dépendent et qui ont accoustu-
« mer d'y ressortir à notre couronne et do-
« maine de France pour estre dorénavant
« censées membres d'icelles. » (Bibliothèque
Nationale. Fonds français, 18683.)

Depuis cette époque, la France possède sur l'Andorre des droits incontestés et ces droits sont de tous points semblables à ceux que possédait le comte de Foix. L'Espagne ne peut nullement prétendre qu'elle est héritière des droits de l'Evêque de la Seo d'Urgel.

Par quel acte, cette transmission de pouvoirs et de de droits se serait-elle effectuée ?

L'Espagne ne pourrait trouver aucun acte sérieux pour étayer son droit.

Au paréage de 1278, l'Evêque de la Seo d'Urgel a été partie contractante ; c'est lui qui a sollicité l'appui du Roi d'Aragon, pour solutionner le différend qui s'était élevé entre lui et le comte de Foix.

C'est donc en son nom personnel que l'Evêque a traité, et les droits qui lui appartiennent sur les Vallées d'Andorre, droits qui lui ont été concédés par le Paréage, sont sa propriété personnelle et exclusive.

L'Espagne a toujours été étrangère à la jouissance et à l'exercice des droits de suze-

raineté de l'Evêque et le fait que ce prélat est Evêque Espagnol, fonctionnaire soumis à l'autorité de l'Espagne, n'est pas suffisant pour militer en faveur de l'absorption par l'Espagne des droits appartenant en propre à l'Evêque.

Et d'ailleurs, si l'on remonte à la source, à l'origine des droits de l'Evêque, on remarque qu'il était sujet de la Couronne de France et que c'est le Roi de France lui-même qui lui avait donné la jouissance des droits qu'il possède encore aujourd'hui.

C'est encore un motif pour que l'Espagne ne puisse pas prétendre à l'exercice de droits qui lui sont totalement étrangers.

C'est à cette conclusion que sont arrivés les auteurs qui se sont occupés de cette question si souvent discutée et controversée. « La part « de suzeraineté affectée à l'Evêque est restée « à ses successeurs, nul ne songe à la leur « contester » dit M. Brutails, et M. Mérignhac pense aussi que, depuis le paréage, aucun événement ultérieur n'est venu modifier la condition primitive, spécialement les droits de la Mître n'ont point été transmis à l'Espagne, comme ceux de la maison de Foix à la Maison de France. C'est aussi l'opinion émise par l'auteur de la notice sur l'Andorre, dans le La-

rousse illustré, lorsqu'il déclare que « quant à l'Evêque d'Urgel, c'est en cette qualité qu'il exerce ses droits et en toute indépendance du gouvernement Espagnol » et M. Despagnet conclut aussi que « c'est en propre qu'appartiennent à l'Evêque d'Urgel les droits qu'il possède sur l'Andorre ».

Les nombreuses protestations que la France n'a pas manqué de faire entendre auprès du Cabinet de Madrid, comme aussi le peu de réussite des tentatives d'absorption et d'annexion tentées par le gouvernement espagnol sont la preuve évidente du peu de fondement de la doctrine des droits dont l'Espagne pourrait être titulaire sur les Vallées.

« C'est donc toujours à la France, héritière
« des comtes de Foix et à l'Evêque d'Urgel,
« qu'appartiennent exclusivement les préro-
« gatives résultant du contrat de 1278 ».

CHAPITRE II

Dans quelle mesure s'opère entre les deux co-Seigneurs le partage des droits dont ils sont investis ?

L'Espagne, une fois écartée comme sans droits aucun sur les Vallées d'Andorre, la France et l'Evêque de la Seo d'Urgel restent titulaires des droits à faire valoir sur ces Vallées.

La question s'est posée de savoir si les deux Seigneurs étaient investis d'une égale puissance, si leurs droits étaient égaux ou si l'un des deux était plus puissant et possédait des droits plus étendus que l'autre.

A ce sujet, des théories diverses se sont fait jour, et notamment une théorie Andorranne, aux termes de laquelle la France serait sans droits aucun sur les Vallées d'Andorre, l'origine de ces droits étant entachée de nullité.

Les représentants de la Mître épiscopale ont à plusieurs reprises affirmé le principe de leur exclusive puissance sur les Vallées d'Andorre.

L'Evêque Casana y Pagès affirme, en 1894, que le peuple Andorran ne forme avec l'Evêque qu'une entité politique.

L'Evêque Caixal y Estrade prétend, lui aussi, agir en souverain absolu des Vallées « princeps soberanus ». Le Conseil général, gardien fidèle des traditions, lui rappelle qu'il doit gouverner « dans le même sens, modes et formes que ses prédécesseurs », c'est-à-dire de concert avec la France et, comme le disait fort bien un autre évêque, conscient de sa situation et de celle de la France : « princeps soberanus nec non sed uno cum rege christianissimo ».

La thèse de l'Evêque, partisan de leurs droits exclusifs sur les Vallées d'Andorre, a trouvé en la personne de M. de Dios Trias, savant érudit, professeur de droit international à la chaire de Barcelone, un défenseur acharné de leur cause.

La thèse soutenue par cet auteur peut se résumer en ceci :

Si l'on parcourt à travers les âges les textes qui servent de base aux droits de la France,

héritière des comtes de Foix, il est aisé de démontrer que ces droits sont nuls et entachés de nullité dès leur apparition.

Pour étayer cette thèse, l'éminent professeur cite une charte de 802, qui est l'acte officiel de la consécration de la basilique de la Seo d'Urgel. Charlemagne, dans cet acte, concède à l'Eglise d'Urgel « les dîmes et le tiers du tonlieu et droits de marché dans la dite Vallée d'Andorre ».

Il mentionne aussi une charte de 805 relative à l'établissement d'une colonie dans les Vallées, afin d'assurer le repeuplement et la mise en culture des terres désolées par les Maures.

Il cite, enfin, un acte de 843 émanant de Charles le Chauve, aux termes duquel il cède à Siegfried, comte d'Urgel « tous les droits que le donateur a sur les Vallées ».

L'éminent écrivain en conclut que Charles le Chauve s'est dépossédé au profit de l'Evêque d'Urgel des droits qu'il possédait sur les Vallées.

Arrivant enfin à l'étude du Paréage de 1278, acte constitutif des Vallées, M. de Dios Trias tente d'en démontrer la nullité. Pour lui, la pureté originelle « des droits sur lesquels s'appuie la République Française est

plus que douteuse ». « Le célèbre accord du
« paréage, origine de la Souveraineté Fran-
« çaise sur les territoires d'Andorre fut, dans
« son principe, radicalement nul, comme ar-
« raché par la seule violence, sans juste mo-
« tif, après que le Comte de Foix eut, à diver-
« ses reprises, manqué à la foi jurée et aux
« hommages solennellement rendus. »

Et pour frapper les esprits, le savant professeur s'écrie : « Peut-on rien imaginer de plus absurde qu'un pays géré par deux souverains ; un évêque catholique et la France révolutionnaire, également souveraine et investie d'attributions égales. Le pouvoir épiscopal monarchique et le gouvernement Français républicain ? L'Evêque autorité nationale et la France autorité étrangère ? Celui-là dictant les lois dans le sentiment de l'unité du catholicisme et celle-ci d'après les idées rationalistes de la Convention ? Le premier dans la tradition catalane et la seconde s'inspirant du césarisme du Code Napoléon ? »

M. Brutails, savant érudit, archiviste départemental de la Gironde, membre du Tribunal supérieur de l'Andorre, très versé dans les choses des Vallées, s'est efforcé de discuter et de réfuter cette Thèse de M. Trias.

Il faut, pour commencer, ne tenir aucun

compte des actes de 802 et de 805, sur lesquels veut s'appuyer M. Trias. Ces actes et chartes sont totalement inconnus et l'auteur qui les cite, serait bien embarrassé s'il devait les produire en public.

Quant à l'acte de 843, qui contiendrait une donation que les comtes auraient faite aux Evêques d'Urgel, il ne faut y voir que ce qui y est contenu. Cet acte donne une propriété, une ferme : « villa quæ vocatur villa Andorra » et M. Brutails conclut que Charles le Chauve s'est dessaisi en 843 des droits de propriété privée, qui lui appartenait sur le territoire de l'Andorre.

En ce qui concerne le Paréage de 1278, la thèse soutenue par M. de Trias est contraire aux faits de l'histoire.

Si nous lisons cet acte, nous voyons qu'il y est question d'*amicabiles compositores*, d'arbitres amiables qui, en dehors de toute pression et de toute menace, vont solutionner un différend important. En 1278, il y a déjà plus d'un an que les deux adversaires ont déposé les armes et cet accord ne peut pas être considéré comme contenant des « conditions imposées directement par le vainqueur au vaincu ? »

La Thèse de M. de Trias est donc absolu-

ment erronée et il faut, avec la plus grande majorité des auteurs, décider que les deux co-Seigneurs jouissent en Andorre de droits absolument égaux.

CHAPITRE III

Recherches de la qualification du lien qui unit les Vallées d'Andorre à ses deux co-Seigneurs.

La France, héritière des droits des comtes de Foix, et l'Evêque de la Seo d'Urgel, unis en Paréage, investis de droits absolument égaux et identiques, sont les deux Seigneurs incontestés des Vallées et ont seuls des droits à faire valoir sur ce petit pays.

C'est à cette conclusion que nous sommes arrivés au cours de nos explications précédentes.

Les auteurs de droit international, soucieux de donner aux liens qui unissent deux ou plusieurs Etats entre eux, une qualification juridique, se sont efforcés de rechercher de quel nom il faut qualifier les rapports qui existent entre les deux Vallées et ses deux co-Seigneurs.

Si jusqu'à maintenant nous avons parlé des droits dont les Seigneurs sont investis, des pouvoirs d'administration et de justice qui

leur ont été concédés de par le Paréage, nous n'avons jamais qualifié ces rapports et ces relations, nous n'avons jamais parlé de la condition internationale de l'Andorre, de sa position exacte dans le droit actuel moderne, de sa place dans la société internationale actuelle.

Les auteurs, nous l'avons dit, se sont presque tous prononcés sur cette question et ils ont diversement essayé de caractériser juridiquement la position exacte des Vallées ; sa condition internationale. Si nous parcourons les divers traités et les principaux ouvrages de droit international, nous voyons que chaque auteur donne à l'Andorre une qualification et lui assigne une place dans le droit international.

A compulser les opinions de ces auteurs, à les additionner, on s'aperçoit que la doctrine la plus en vogue, l'opinion la plus répandue est celle du protectorat.

Pour cette très nombreuse catégorie d'auteurs, les Vallées d'Andorre seraient unies à ses deux co-Seigneurs par un lien de protectorat et, pour parler comme l'un d'entre eux : « La France et l'Evêque d'Urgel se partagent le protectorat des Vallées d'Andorre ⁽¹⁾ ».

(1) Cf. DE MARTENS, « Traité de droit International ». T. I, page 346.

Cette doctrine est partagée et enseignée par un très grand nombre d'auteurs très importants de droit international public ⁽¹⁾.

D'autres auteurs mitigent cette doctrine en qualifiant de rapport de vassalité les liens qui unissent l'Andorre à ses seigneurs, mais, dans le fond de leur pensée, c'est encore au protectorat qu'ils font allusion, car ils se hâtent de déclarer que « le protectorat est la forme moderne de la vassalité ⁽²⁾ ».

En présence de cette théorie, très nettement et catégoriquement enseignée par des auteurs éminents, il faut se demander quel est le fondement de cette doctrine et voir si véritablement il est possible d'assimiler les Vallées d'Andorre à un État protégé, soumis au double protectorat de la France et de l'Evêque d'Urgel.

Pour mener à bien cette discussion, il est nécessaire d'esquisser rapidement une théorie générale du protectorat, de rechercher quelles sont les conditions générales auxquelles doit

(1) Voir en ce sens BRY, « Traité de droit International » page 47. -- CALVO, I, p. 346. -- BONFILS, « Manuel de droit International public », n° 177. — PRADIER FODÉRE « Traité de droit International public » I, page 107. — HELTER « Le Droit international de l'Europe », page 57.

(2) Cf. CHRETIEN. « Principes de droit international ». 1^{re} partie, page 247.

répondre toute collectivité politique qui prétend être soumise à un lien de protectorat.

On a prétendu, et certains auteurs ont soutenu cette thèse, qu'il était impossible de faire une théorie générale du protectorat; que c'était une chose tellement variable et mobile, que l'on ne pouvait pas établir un cadre définitif, un moule uniforme dans lequel viendraient prendre place les nombreux protectorats que l'on rencontre dans la société actuelle.

A cette théorie trop absolue, il faut répondre, que s'il est vrai que les protectorats varient à l'infini; qu'il n'y a pas deux protectorats qui se ressemblent, il n'en reste pas moins exact qu'ils obéissent tous à des règles générales à peu près uniformes et fixes. Car, comme le dit M. Despagne, s'il n'y a pas en droit deux contrats de vente qui se ressemblent, il y a cependant une théorie générale de la vente à laquelle tous les contrats de vente viennent se soumettre et à laquelle ils empruntent les règles fondamentales de leur existence (1).

C'est cette doctrine générale du protectorat que nous allons nous efforcer de nettement esquisser.

(1) Cf. DESPAGNE, « Essai sur le Protectorat », page 51.

CHAPITRE IV

Le Protectorat en Général

On a défini le protectorat : « Le lien contractuel établi entre deux Etats, en vertu duquel l'un, tout en n'entendant tenir que de lui-même son existence comme puissance souveraine, cède à l'autre l'exercice de certains de ses droits de souveraineté interne ou d'indépendance extérieure, à la charge par l'autre de la défendre contre les attaques internes ou externes auxquelles il pourrait être en butte et de l'aider dans le développement de ses institutions et la sauvegarde de ses intérêts ».

La chose qui frappe tout particulièrement dans cette définition, c'est que le protectorat est et doit être un lien contractuel établi entre deux Etats.

Que se passe-t-il généralement dans la pratique internationale ? Un Etat faible, incapable de tenir dans la société internationale

un rang et une place suffisante, impuissant à se défendre par lui-même contre ces tendances envahissantes de certaines puissances, s'adresse à un autre Etat fort et puissant et lui réclame protection, aide et assistance. Ce sont deux Etats qui sont en présence; investis l'un et l'autre des droits de souveraineté tant intérieure qu'extérieure; titulaires de droits égaux et en possession d'une égale indépendance. Mais l'Etat qui accepte le rôle de protecteur exige de celui qui recourt à sa protection l'abandon d'une partie de sa souveraineté; le plus souvent il absorbe la totale indépendance extérieure du protégé et lui enlève une partie quelquefois notable de son indépendance intérieure.

Il est donc nécessaire, tant du côté protecteur que du côté protégé, de se trouver en présence, non pas d'une collectivité politique sans souveraineté, dépourvue de toute puissance étatique, mais bien d'un Etat en possession de toutes les qualités indispensables à un Etat; souveraineté interne et externe.

Ce qui prouve bien que cette condition pour les parties contractantes d'être des Etats est absolument nécessaire, c'est que « le lien contractuel » base du protectorat, s'établit par un traité et ne peut s'établir que par un

traité. Or le traité est un contrat de droit international et la condition primordiale indispensable à sa validité, est que les parties contractantes soient capables de contracter, c'est-à-dire soient des Etats. De cette idée essentielle que le protectorat ne peut s'établir qu'entre deux Etats, il résulte que les relations et les rapports entre le protecteur et le protégé vont être des rapports de droit international et que, si des conflits viennent à éclater entre eux, c'est par le droit international et non par le droit constitutionnel qu'ils seront solutionnés.

L'Etat protecteur et l'Etat protégé ne se joindront pas pour ne former qu'un seul sujet de droit international, ils garderont leur individualité propre ; il y aura toujours deux Etats, deux sujets de droit international, et la seule différence résidera dans ce fait que le protégé aura abdiqué entre les mains du protecteur tout ou partie de sa souveraineté tant interne qu'externe et se sera rangé par ce seul fait dans la catégorie des Etats communément appelés : Etats mi-souverains.

Si cette indépendance de l'Etat protégé vis-à-vis de l'Etat protecteur n'existait pas, si les deux collectivités n'étaient pas des sujets distincts du droit international, les relations

qui existeraient entre elles ne pourraient pas être des relations de droit international, mais seraient purement et simplement des rapports de droit constitutionnel semblables à ceux qui existent entre un Etat et une colonie, ou un Etat et une province.

Comment d'ailleurs pourrait-on parler de l'abandon par l'Etat protégé de tout ou partie de l'exercice de ses droits de souveraineté, si l'on ne se trouvait pas en présence d'un Etat.

L'Etat, en droit international, est cette collectivité qui jouit en pleine indépendance du droit de souveraineté qui se manifeste par le droit d'autonomie, lorsque l'Etat exerce sa souveraineté à l'intérieur ; par le droit d'indépendance, lorsqu'il exerce cette souveraineté dans ses relations avec les autres Etats ⁽¹⁾.

Seuls donc les Etats pourront se placer sous le protectorat d'un autre Etat, puisqu'ils seront les seuls à pouvoir céder à autrui des droits qui leur appartiennent en propre, qui sont leur exclusif apanage.

Seuls aussi les Etats pourront exercer pour d'autres Etats les droits de souveraineté dont on leur aura abandonné l'exercice.

On ne concevrait pas une collectivité non

(1) Cf. CRÉTIEN, *loc.cit.*

étatique, dépourvue de tout droit de souveraineté et exerçant pour le compte d'une autre collectivité, des droits qu'elle ne possède pas elle-même, dont elle n'a pas même la jouissance et qu'elle est par conséquent incapable d'exercer pour son compte personnel. On ne concevrait pas davantage qu'une collectivité non étatique et dépourvue de toute souveraineté abandonnât entre les mains d'une autre collectivité des droits qu'elle ne possède pas. Le traité de protectorat suppose entre les mains des deux contractants et la capacité d'abandonner les droits de souveraineté, et celle de recevoir l'exercice de ces mêmes droits. Il n'y a là d'ailleurs absolument rien de nouveau, c'est l'application pure et simple d'un principe très élémentaire du droit commun.

Ce principe essentiel une fois posé et adopté, il importe de rechercher si la France et l'Evêque d'Urgel, qui sont considérés par les partisans de la doctrine que nous combattons comme les deux co-protecteurs des Vallées de l'Andorre, sont bien et réellement des Etats capables d'exercer les droits que l'Andorre leur aurait abandonnés.

LA FRANCE AU REGARD DES VALLÉES D'ANDORRE

Occupons-nous tout d'abord de la France.

Certes, à ne regarder que la France contemporaine, grande puissance Européenne titulaire de nombreux et importants protectorats, il semblerait puéril et absurde de vouloir lui dénier le titre d'Etat et vouloir par contre-coup lui refuser la capacité d'exercer certains droits pour le compte des Vallées d'Andorre. La France est un Etat capable d'exercer les droits de souveraineté dont un autre Etat lui aura abandonné l'exercice et il semble donc qu'aucune difficulté ne puisse naître à son égard. Nous n'en sommes pas moins amenés à cette conclusion que la France ne peut pas jouer, au regard des Vallées d'Andorre, le rôle d'Etat protecteur.

Remontons, en effet, comme toujours, aux origines et adressons-nous au Paréage de 1278.

Pour les partisans de la doctrine du protectorat exercé par la France sur les Vallées, ce Paréage de 1278 est la base de ce lien contractuel, origine de tout protectorat.

C'est donc à l'époque même de la conclusion du contrat de 1278 qu'il importe de se reporter pour savoir si la France figurait au

contrat comme partie intéressée et en tant que puissance souveraine, en qualité d'Etat.

Ouvrons le Paréage : nous lisons, dès le début de ce document, l'énumération des titres des deux parties en cause.

« Entre noble personne Monseigneur Roger Bernard, par la grâce de Dieu, comte de Foix et vicomte de Castelbon et ses prédécesseurs d'une part, et vénérable Seigneur Pierre, par la miséricorde divine Evêque d'Urgel et ses prédécesseurs et l'Eglise d'Urgel d'autre part.

« Il a été convenu ce qui suit.....»

Deux parties sont donc en présence au Paréage, le comte Roger Bernard, comte de Foix et l'Evêque d'Urgel.

Aujourd'hui la France a hérité des droits du comte de Foix, mais ses droits sont pareils à ceux que possédait la maison de Foix en 1278.

Lorsque le dit comte de Foix a signé l'acte de 1278, il n'agissait pas en qualité de chef d'Etat et n'était titulaire d'aucune souveraineté, il agissait simplement en qualité de Seigneur féodal. Il ne pouvait donc pas stipuler qu'il prenait fait et cause pour les Vallées d'Andorre et qu'il se chargerait dorénavant de l'exercice de ses droits de souveraineté.

Il n'avait aucune qualité pour cela. « Aucune des parties contractantes dans cet acte, dit M. Despagnet, n'a la qualité de souverain, et l'on s'expliquerait difficilement qu'elles puissent exercer des droits sur ces pays qui seraient indépendants et qu'elles assujettiraient vis-à-vis d'elles en les plaçant dans un état de mi-souveraineté ⁽¹⁾ ».

La mi-souveraineté suppose chez celui qui accepte la mission de protéger la possession de la souveraineté. Or le comte de Foix n'est pas souverain.

Les droits que la France exerce aujourd'hui sur les Vallées sont les mêmes que ceux exercés jadis par le comte de Foix, car « malgré les changements de qualification que les transformations politiques de la France ont apporté à nos droits sur l'Andorre, ils sont au fond ce qu'ils étaient jadis ⁽²⁾ ».

La France, donc, titulaire de droits sur l'Andorre, ne peut être regardée comme un État puisqu'elle continue à exercer les droits qui appartenaient, non pas à un État, mais à un seigneur dépourvu de toute souveraineté et ne pouvant en rien se charger de l'exercice

(1) Cf. DESPAGNET, *loc. cit.*, pages 78, 79.

(2) Cf. DESPAGNET, *loc. cit.*, pages 78, 79.

des droits que l'Andorre aurait pu lui abandonner.

Et d'ailleurs la question se pose à propos du Paréage de 1278, de savoir si cet acte peut être considéré comme abandonnant aux mains du comte de Foix l'exercice d'un droit de souveraineté quelconque ; comme un acte dont le but était de chercher la question de la souveraineté.

Par le Paréage de 1278, les parties contractantes, le comte de Foix et l'Evêque d'Urgel n'ont entendu régler et solutionner que la question des droits seigneuriaux.

Le Paréage est un acte souvent employé au Moyen Age, par lequel le roi et un seigneur et souvent aussi deux seigneurs se concertent et s'entendent pour « la mise en commun du dominium sur une localité ⁽¹⁾ ».

Les seigneurs qui signent un Paréage n'ont nullement en vue la réglementation de l'exercice de leurs droits de souveraineté et il ne faut pas vouloir faire, pour les Vallées d'Andorre et le Paréage de 1278, une exception à cette règle ordinaire. M. Brutails a apporté à la réfutation de cette idée l'autorité de sa parole toujours si compétente : « Il n'est pas

(1) VIOLLET. — « Institution publique de la France ».

« admissible », dit cet auteur, à propos du Paréage du 1278, « que l'on attribue à ce fait « un sens différent de celui que les contemporains lui donnaient eux-mêmes ; de l'expliquer avec nos idées modernes ».

Voici un accord du XIII^e siècle dans lequel il est traité de la justice, de la levée des troupes, de la perception des impôts, de la nomination des fonctionnaires, de l'institution des notaires et des magistrats : « Si je tiens à l'interpréter sainement, j'aurai constamment présent à la pensée qu'au XIII^e siècle, ces diverses attributions n'étaient pas, comme de nos jours, caractéristiques de la souveraineté ; je me souviendrai que dans le monde, il y a place pour cette souveraineté au-dessus des pouvoirs seigneuriaux les plus étendus. Lorsque M. Trias considère la faculté de légiférer, la puissance constituante, comme la prérogative essentielle de la souveraineté et qu'il applique cette définition au Moyen Age, il commet un anachronisme évident, car c'est par centaine qu'il trouvera, pour peu qu'il s'en donne la peine, des coutumes et des chartes de commune octroyées par de simples seigneurs féodaux qui n'ont jamais eu la prétention d'être des souverains⁽¹⁾ ».

(1) Cf. BRUTAILS.

Dans un autre de ces ouvrages, l'éminent écrivain insiste de nouveau sur cette confusion, il montre que s'il est vrai qu'en Andorre le Paréage de 1278 reconnaît aux seigneurs « des prérogatives qui, d'après les idées modernes, appartiennent au seul souverain : « haute justice, service militaire, impôts, on « a voulu en conclure que le Paréage tran- « che la question de souveraineté et que « l'Andorre est une principauté soumise à « deux co-souverains ».

« C'est une erreur ; le Paréage ne parle que des pouvoirs seigneuriaux, il laisse intacte la question de souveraineté qu'il ne pouvait d'ailleurs pas aborder, car aucun souverain ne figure dans cet accord à titre de partie contractante (1) ».

L'ÉVÊQUE D'URGEL AU REGARD

DES VALLÉES D'ANDORRE

Si de la France je passe à l'Evêque de la Seo d'Urgel, la thèse que je viens de soutenir est encore applicable. L'Evêque n'a jamais été qu'un Seigneur ecclésiastique, investi d'un droit de suzeraineté sur les Vallées d'Andorre. On ne peut, en partant de là

(1) Cf. BRUTAILS. — « Etude sur les populations roussillonnaises au Moyen Age. »

parler de souveraineté et de puissance étatique ; il est alors impossible de vouloir l'assimiler à un Etat et de lui faire jouer le rôle d'un Etat protecteur. L'Evêque d'Urgel « ne représente pas un Etat, il est impossible qu'il place sous sa subordination un Etat proprement dit ⁽¹⁾ ».

L'application du principe que nous avons posé plus haut n'a donc donné qu'une solution purement négative et nous amène à cette conclusion inévitable que, si l'on ne regarde les rapports unissant les co-Seigneurs aux Vallées que du côté de ces co-Seigneurs, la doctrine du protectorat est manifestement erronée et inapplicable.

Nous avons à nous retourner maintenant du côté des Vallées d'Andorre et à considérer si elles remplissent cette condition requise pour qu'il y ait protectorat, à savoir d'être un Etat.

(1) Cf. DESPAGNET, *loc. cit.*, (p. 77).

CHAPITRE V

Les Vallées d'Andorre sont-elles un Etat ?

Pour répondre à cette question, il est indispensable de rechercher quel est le signe auquel on va reconnaître qu'une collectivité constitue ou non un Etat.

Un grand nombre d'auteurs, et des plus éminents, se sont efforcés de rechercher et de dégager le critérium de l'Etat, le signe distinctif auquel on reconnaît facilement la collectivité étatique de celle non étatique. Nombreux sont ici-bas les groupements politiques dont l'organisation et la composition varient à l'infini : groupements qui aspirent souvent à prendre le nom et la qualification d'Etat, alors qu'ils ne sont que des groupements non étatiques.

Les deux principaux critères qui ont été proposés pour rechercher à distinguer la

notion d'Etat sont : le critérium de la souveraineté et le critérium de l'auto-organisation ou de l'auto-administration.

DE LA SOUVERAINETÉ, CRITÉRIUM DE L'ÉTAT

La notion de la souveraineté est une notion purement historique. Elle a pris naissance en France, en pleine époque féodale, au plus fort de la lutte de la monarchie contre la puissance féodale.

L'Etat du Moyen Age ne jouissait pas, comme l'Etat moderne, d'une indépendance absolue. Il était soumis à la Papauté et au Saint-Empire ; il était concurrencé par la féodalité. Lorsque, à cette époque, on va parler de souveraineté, on va entendre par là que le titulaire de cette souveraineté jouit d'une certaine indépendance vis-à-vis de personnes ou d'autorités placées au-dessus ou à côté de lui et, qu'en plus de cette indépendance il est armé d'une certaine autorité et supériorité.

La Souveraineté n'est donc pas, au Moyen Age, l'apanage exclusif du Monarque, du Roi. « Chacun baron est souverain en sa baronnie ⁽¹⁾ », disait Beaumanoir, et il entendait par là que le Seigneur féodal, le baron

(1) Cf. BEAUMANOIR, t. II, p. 22.

avait, dans sa sphère d'action, dans sa zone d'influence, une indépendance, une autorité tout aussi forte et respectée que celle du Monarque.

Le Roi de France, lui aussi, était souverain, mais, à cette époque, le Roi n'était que le plus puissant des Seigneurs féodaux.

A son origine donc, la souveraineté ne représente qu'une indépendance tout à fait relative dont jouissent certains Seigneurs, elle n'éveille qu'une idée de comparaison.

Avec le ^{xvi}^e siècle, le sens du mot souveraineté va changer. Le Roi a entamé la lutte contre les trois puissances qui le gênent et tendent à l'envahir.

Il veut, à l'intérieur, renverser et combattre la féodalité grandissante ; il veut, à l'extérieur, secouer le joug du Saint-Empire et de la Papauté. « La Monarchie, de Seigneuriale va devenir Monarchie royale ⁽¹⁾ » et l'autorité du monarque va s'affirmer plus forte de jour en jour.

Quand, au ^{xvi}^e siècle, on parlera de souveraineté, on ne pensera plus aux Seigneurs et Barons, qui ne sont plus souverains en

(1) Cf. BODIN. — « Les Six livres de la République », t. I, ch. 1^{er}.

leur baronnie et seigneurie, mais bien au seul monarque, au Roi.

La souveraineté évoquera non plus une idée d'indépendance relative, mais bien maintenant une idée d'indépendance absolue. Le Roi n'admet pas à l'extérieur de puissance supérieure ou concurrente, il n'admet pas à l'intérieur de puissance rivale ni égale.

« La souveraineté, dira alors Bodin, consiste en puissance absolue, parfaite et entière ; elle est sans degré de supériorité, car celui qui a un supérieur ne peut être supérieur et souverain ⁽¹⁾ ».

La souveraineté devient maintenant l'élément indispensable et essentiel de l'Etat et là seulement où existera une organisation gouvernementale comportant l'exercice de la puissance souveraine, là se trouvera l'Etat.

Cette souveraineté, qualité d'une puissance qui est suprême et absolue en tant qu'elle est indépendante de toutes autres, aura un double sens :

« Au point de vue externe, elle sera la négation de toute subordination à une puissance étrangère ;

(1) Cf. BODIN, *loc. cit.*, chapitre 1^{er}.

« Au point de vue interne, elle affirmera la « supériorité du Monarque dont la puissance « va s'élever au-dessus de toutes les autres « puissances du Royaume⁽¹⁾ ».

Ce sens purement négatif que la souveraineté possédait au début, elle va le perdre peu à peu et une confusion va s'établir entre elle et ses qualités et ses attributs.

On va tout d'abord confondre la souveraineté et la puissance d'Etat.

On va déclarer que puisque la souveraineté est la qualité de la puissance la plus haute, on va en déduire qu'elle est absolue et Bodin va la définir la « puissance absolue d'une République⁽²⁾ ».

Le sens primitif est donc loin et la souveraineté n'est plus « l'instrument d'indépendance forgé pour lutter contre le Saint-Empire, la Papauté et la Féodalité, elle est devenue un instrument de domination⁽³⁾ ».

Là ne s'arrête pas la confusion apportée dans la notion de la souveraineté. On a voulu aussi caractériser par ce mot la fonction juridique de l'organe étatique suprême. On a

(1) Cf. Cours de doctorat professé par M. Carré de Malberg, année 1904-1905.

(2) Cf. BODIN, *loc. cit.*

(3) Cf. CARRÉ DE MALBERG, *loc. cit.*

déclaré que le souverain c'était le monarque détenteur de la souveraineté.

C'est donc par trois phases et trois notions distinctes qu'est passée l'idée de souveraineté.

Elle a signifié tout d'abord l'indépendance dont jouit une puissance publique sur le territoire duquel elle est appelée à s'exercer ; elle désigne ensuite l'ensemble des droits compris dans la puissance étatique.

Elle a servi enfin à caractériser la fonction juridique de l'organe étatique suprême.

Ce n'est pas seulement dans le cours de son développement historique que la notion de souveraineté a prêté à l'obscurité et à la confusion ; de nos jours encore et dans notre terminologie moderne, nous retrouvons les trois sens que l'on a donnés jadis à la souveraineté.

Aujourd'hui, lorsque les auteurs de droit international parlent du droit de souveraineté externe, ils évoquent l'idée première d'indépendance. On entend en effet par là que les Etats sont, non point supérieurs les uns aux autres, mais sont absolument égaux et indépendants.

Lorsque, au contraire, on parle de la souveraineté interne, ce n'est plus à l'idée d'indépendance que l'on se réfère, mais à celle de

domination. On a en vue la puissance publique, la puissance d'Etat, le droit qu'a l'Etat de commander à ses sujets, à ses ressortissants.

Certains auteurs ont rejeté de ce fait la souveraineté externe : ils ont déclaré qu'il n'y avait qu'une souveraineté interne, qu'un pouvoir de domination. Si l'Etat est titulaire des droits de souveraineté externe, c'est toujours en vertu de sa propre puissance de domination ; ce seraient deux faces et deux manifestations d'une seule et même puissance.

Les textes de nos grandes constitutions, lorsqu'ils parlent de la souveraineté de la nation, indiquent par là, non pas une idée d'indépendance, mais une idée de puissance de domination. C'est la nation qui gouverne, c'est en son nom que l'on administre, que l'on fait des lois et que l'on rend la justice.

La troisième et dernière notion de la souveraineté, celle de l'organe, se retrouve très vivante de nos jours. Parler du peuple souverain, de la nation souveraine, c'est bien nettement désigner que c'est le peuple et la nation qui détiennent la souveraineté, qui sont en un mot l'organe étatique suprême, c'est nettement établir une confusion entre la souveraineté et son titulaire.

En présence de cette confusion dans la

définition comme dans la notion de la souveraineté, il semble difficile d'adopter la doctrine qui veut n'accorder le titre d'Etat qu'aux collectivités politiques souveraines.

La souveraineté, l'étude rapide que nous venons d'en faire nous l'a bien démontrée, ne peut et ne doit signifier dans son sens primitif et véritable que de l'indépendance. M. Rehm définit la souveraineté : « L'indépendance complète d'une puissance sur son propre territoire ⁽¹⁾ » et avec lui de fort nombreux auteurs considèrent que c'est là son seul et véritable sens.

Si l'on veut donc, à l'aide de ce seul et unique critérium, reconnaître les collectivités étatiques de celles qui ne le sont pas, il faudra dénier le titre d'Etat à une quantité fort considérable de groupements politiques.

C'est qu'en effet, depuis le xvi^e siècle, époque à laquelle cette doctrine s'est fait jour, la condition des puissances s'est modifiée profondément. L'Etat unitaire, investi de la compétence, n'est plus le type unique, le moule exclusif auquel viennent se former tous les Etats. La forme fédérative prend chaque jour plus d'extension et la question

(1) Cf. *Théorie générale de l'Etat*, p. 42.

très complexe se pose de savoir si les Etats membres d'un Etat fédéral, soumis à la dépendance de cet Etat fédéral, ayant par conséquent abdiqué leur totale indépendance, peuvent être des Etats au sens véritable du mot.

Et cependant, à suivre à la lettre la doctrine de la souveraineté à appliquer rigoureusement le critérium que nous venons d'étudier et dont nous venons d'exposer l'origine et le développement historique, il faut dénier à ces collectivités le titre d'Etat puisqu'elles sont dépendantes et partant ne sont pas souveraines.

Si, d'autre part, on adopte encore le critérium de la souveraineté pour caractériser et qualifier l'Etat, que va-t-on décider pour les collectivités mi-souveraines qui, par définition, ont abdiqué entre les mains d'un autre Etat tout ou partie de leur indépendance. Il va falloir, comme pour la collectivité membre d'un Etat fédéral, lui dénier le titre d'Etat, et cependant il est difficile de ne pas voir des Etats dans des collectivités telles que l'Annam ou la Tunisie qui sont des royaumes parfaitement organisés et qui, pour être non souverains, n'en sont pas moins des collectivités étatiques.

Ce critérium de la souveraineté est donc en contradiction flagrante avec un Etat de choses parfaitement établi dans le droit international et, de plus, il n'est pas suffisant pour permettre de dégager facilement la notion d'Etat.

APPLICATION DU CRITÉRIUM DE LA SOUVERAINETÉ
AUX VALLÉES D'ANDORRE

Si l'on applique aux Vallées d'Andorre le critérium de la souveraineté tel que nous l'avons posé, à savoir que seules les collectivités souveraines sont des Etats, nous sommes obligés de conclure que l'Andorre n'est pas un Etat.

Les Vallées d'Andorre ne jouissent d'aucune indépendance, elles sont en tout soumises à la double puissance des deux co-Seigneurs et elles ne peuvent rien faire sans leur assentiment. Les Vallées ne possèdent aucune souveraineté externe s'affirmant dans une indépendance comme sujet de droit international, elles ne jouissent d'aucune souveraineté interne s'affirmant avec une puissance de domination.

L'Andorre a, au-dessus d'elle, deux puissances

ces qui lui sont supérieures, de qui seules elle peut recevoir une direction et auxquelles elle est en tout et toujours soumise.

L'Andorre n'est donc pas un Etat.

CHAPITRE VI

Recherche d'un second Critérium à l'aide duquel on reconnaîtra la collectivité non étatique de l'Etat proprement dit.

En présence du résultat négatif de la recherche de la souveraineté comme critérium de l'Etat, des auteurs éminents se sont efforcés de porter vers un autre ordre d'idées leur travail d'investigation.

Ils ont remarqué et merveilleusement noté et expliqué que la doctrine de la souveraineté était sans fondement ni base précise et ils se sont efforcés de démontrer qu'elle ne pouvait et ne devait servir qu'à la qualification d'une qualité négative de certains Etats et de leur puissance.

Iellineck, parmi ces auteurs, s'est spécialement attaché à montrer que de la seule doctrine de la souveraineté il ne résulterait aucune conséquence permettant de distinguer

et de déterminer quel était le contenu positif de cette puissance d'Etat ⁽¹⁾.

On a toujours confondu et mélangé à plaisir l'idée de souveraineté et celle des attributs de la puissance souveraine. Or, de ces deux idées, c'est la seconde surtout qu'il faut retenir, c'est à elle qu'il faut de préférence faire appel pour établir un critérium de l'Etat.

Nous avons fait allusion, il y a un instant, à la situation des Etats mi-souverains et nous avons déclaré qu'il fallait, par la seule application du critérium de la souveraineté leur dénier le titre et la qualification d'Etat. Et cependant que signifie exactement cette mi-souveraineté, veut-elle et doit-elle exclure complètement la notion d'Etat chez les collectivités sujets de cette mi-souveraineté ; nous ne le pensons pas.

En exposant les règles générales du protectorat, nous avons posé comme principe que le sujet passif du protectorat devait, comme d'ailleurs le sujet actif, être une collectivité étatique et c'est d'ailleurs pour arriver à cette fin que nous recherchons ici même un critérium de l'Etat. Si donc on donne le

(1) Cf. JELLINECK. « Théorie Générale de l'Etat ».

titre d'Etat aux collectivités soumises à un protectorat, on va à l'encontre des règles précises que nous avons posées et toute la théorie du protectorat s'effondre lamentablement.

C'est donc qu'en dehors de la souveraineté ces collectivités peuvent prétendre au titre et à la qualité d'Etat.

L'observation des Etats sujets de droit international et notamment des Etats communément appelés mi-souverains nous amène à remarquer que grand nombre de ces collectivités, pour ne pas dire presque toutes, possèdent des droits de puissance publique, jouissent du droit de législation, d'organisation et d'administration et cela malgré la dépendance dans laquelle elles se trouvent vis-à-vis d'un ou de plusieurs autres Etats.

Pour pouvoir leur donner la qualification d'Etat, il a fallu expliquer la notion de mi-souveraineté et arriver à distinguer cette mi-souveraineté de la mi-puissance d'Etat.

Un Etat sera dit mi-souverain lorsqu'il exercera une mi-puissance d'Etat, c'est-à-dire que, dans une certaine limite, il exerce les diverses fonctions de pouvoir.

C'est donc que le vrai critérium de l'Etat n'est pas dans la notion de la souveraineté, mais bien dans celle de la puissance d'Etat,

dans la puissance attribut, manifestation positive de la souveraineté.

CRITÉRIUM DE L'ÉTAT
RECHERCHÉ DANS L'AUTO-ORGANISATION
L'AUTO-ADMINISTRATION⁽¹⁾

Ielleneck pose comme base de son système que le « propre de l'Etat c'est de se régir soi-même et ses sujets en vertu de sa propre puissance ».

Cet auteur fait remarquer que toute réunion d'hommes, que toute collectivité ramenée à une unité est armée d'une certaine puissance qui lui est absolument utile et indispensable pour édicter les prescriptions qu'elle juge nécessaires pour atteindre le but que se propose la collectivité.

Cette puissance indispensable à la collectivité peut être : tantôt une puissance dominatrice, tantôt une puissance non dominatrice.

La puissance dominatrice consiste dans le pouvoir de commander de façon inconditionnée et avec une contrainte irrésistible.

(1) Cette recherche du critérium de l'Etat est empruntée au Cours de Doctorat, professé en 1904-1905 par M^e Carré de Malberg. Cf. aussi Ielleneck. Théorie générale de l'Etat.

Lors donc que l'on se trouvera en présence d'une puissance dominatrice exercée à titre de droit propre, à titre non dérivé ni concédé, on pourra dire que cette puissance est une puissance étatique.

Une collectivité pourrait fort bien être titulaire d'une puissance dominatrice et ne pas être pour cela un Etat; il suffirait qu'elle tienne cette puissance dont elle est investie de l'Etat lui-même; qu'elle en soit donc titulaire par suite d'une concession. Cette puissance ne serait plus une puissance originaire, elle ne serait donc pas une puissance étatique.

C'est donc l'auto-organisation, l'auto-administration qui est le signe distinctif de l'Etat.

Lorsqu'une collectivité aura la capacité de s'organiser par ses propres lois, lorsqu'elle jouira d'une puissance « non juridiquement limitée », elle sera un Etat.

Lorsque, au contraire, cette collectivité ne pourra pas s'organiser par ses propres lois, lorsqu'elle recevra sa puissance à titre de concession, par suite de délégation à elle consentie par l'Etat, elle ne sera pas un Etat, elle n'aura pas de puissance étatique.

Prenons, pour bien expliquer notre pensée, l'exemple d'une collectivité quelconque; l'Australie par exemple. La constitution aus-

traliennne le « Commonwealth of Australia » donne à l'Australie une autonomie très grande, une puissance dominatrice considérable. Mais le fait seul que cette constitution a été approuvée par le Parlement Anglais, que cette approbation seule, rendait valable et applicable ce qui n'était jusque-là qu'un projet de constitution, suffit à faire dire que l'Australie n'est pas un Etat, car elle ne s'organise pas elle-même et qu'elle reçoit sa constitution de la couronne d'Angleterre dont elle dépend (1).

L'auto-administration, l'auto-organisation se manifeste dans les trois fonctions essentielles du pouvoir : législation, administration, justice.

L'Etat une fois organisé doit en toute liberté et indépendance faire sa loi, diriger comme il l'entend son administration et dire librement le droit sous forme de jugement.

Si l'Etat ne possédait pas à titre de droit propre ces trois fonctions, s'il les devait à une puissance placée au-dessus de lui et qui

(1) L'act to constitute the commonwealth of Australia, fait par les hommes d'Etat d'Australie, n'a acquis force de loi que par l'approbation du Parlement anglais qui lui a été donnée le 9 juillet 1900.

lui en aurait simplement abandonné l'exercice il n'y aurait plus d'autonomie, plus de droit propre.

Reprenons l'exemple que nous avons choisi pour étayer et expliquer notre doctrine.

L'Australie n'a pas l'auto-législation, elle ne fait pas sa loi. L'article 58 de sa constitution stipule en effet que « le gouverneur général, représentant le Roi pourra opposer son veto absolu à toute loi votée par les deux Chambres de la Commonwealth ou la réserver pour l'assentiment de la Couronne. »

Pour le pouvoir judiciaire, pas d'autonomie, non plus. La Couronne d'Angleterre a toujours le droit d'appel final qui est « une des marques de la Souveraineté et de celles qui empêchent la délégation de dégénérer en aliénation (1). »

C'est donc à titre de délégation que les tribunaux Australiens rendent la justice et non pas à titre de droit propre et originaire et c'est pour cela que l'Australie ne peut pas être considérée, d'après la théorie que nous exposons, comme constituant un Etat.

Si nous prenons un autre exemple, celui de l'Alsace-Lorraine, nous verrons que là aussi il n'y a pas un Etat, car il n'y a pas de puis-

(1) Cf. ESMEIN. — Droit constitutionnel, page 11.

sance législative exercée à titre de droit propre, parce qu'il manque l'autonomie législative.

L'Alsace-Lorraine possède un Parlement (Landesaussichts). Mais la décision de cette assemblée ne devient loi qu'après l'assentiment de l'Empereur d'Allemagne.

Ielleneck fait remarquer qu'il sera toujours facile de reconnaître un Etat, même s'il est non-souverain ou protégé, à ce signe qu'il sera toujours ou une République ou une Monarchie.

Or prenons l'Australie ; elle n'est ni une République, ni une Monarchie, mais un Commonwealth comme l'Alsace-Lorraine qui est une Reichsland ou terre d'Empire, le Canada un Dominion, autant d'expressions vagues qui n'indiquent nullement la présence d'un Etat. Des collectivités non souveraines soumises à un protectorat comme le Cambodge et l'Annam sont des Royaumes et par conséquent des Etats.

Comme autre condition dérivant toujours de l'auto-organisation, Ielleneck indique que l'organe suprême de la collectivité étatique ne se confond pas avec celui d'un autre Etat. La France, l'Espagne, ont leur souverain personnel, distinct de celui d'un autre Etat, aussi ces pays sont-ils des Etats.

Les colonies anglaises à Self-gouvernement, l'Alsace-Lorraine n'ont pas, au contraire, d'organe suprême qui leur soit propre et personnel. Le Roi d'Angleterre est le souverain des Colonies Anglaises ; l'Empereur d'Allemagne, celui de l'Alsace-Lorraine, et ces collectivités ne sont pas des États.

CHAPITRE VII

Application aux Vallées d'Andorre de la doctrine de l'auto-organisation, du critérium de l'auto-administration.

Appliquons aux Vallées d'Andorre, le Critérium que nous venons d'exposer et dont nous avons montré le fondement et recherchons si l'Andorre peut être assimilée à un Etat.

Ni au point de vue de la législation, ni à celui de l'administration et moins encore au point de vue judiciaire, l'Andorre ne possède l'autonomie.

AUTO-LÉGISLATION

L'Andorre ne possède aucune autonomie législative. Le Conseil Général des Vallées ressemble assez à l'Assemblée Alsacienne-Lorraine, dont nous avons parlé plus haut. Nous avons rappelé que les décisions de cette

Assemblée ne devenaient des Lois qu'après l'assentiment donné par l'Empereur. Les Vallées d'Andorre, elles aussi, sont dépourvues de tout pouvoir législatif. Le Conseil Général prend des décisions, formule des revendications, mais ces décisions et revendications n'ont force de loi et ne peuvent être qualifiées telles qu'après l'assentiment des deux co-Seigneurs.

Ce sont donc les Seigneurs qui détiennent véritablement le pouvoir législatif et il est exact d'affirmer que l'Andorre ne fait pas sa loi.

L'exemple de la Réforme de 1866 est la preuve certaine de ce que nous avançons, puisqu'elle est un des rares monumènts législatifs des Vallées et que pour acquérir force de loi, il a fallu l'assentiment et l'agrément des deux co-Seigneurs, la Mitre et la France.

AUTO-ADMINISTRATION

Si de la législation nous passons à l'administration, nous constatons que, là encore, les Vallées ne jouissent d'aucune autonomie, d'aucune indépendance.

L'Andorre, au point de vue administratif, est sous l'autorité directe des Seigneurs représentés par leurs Viguiers. Le Viguiier,

nous l'avons vu, casse et annule tous les actes administratifs des Cuarts, Comûns et du Conseil Général ; il est l'organe administratif suprême et c'est à lui que tout aboutit, vers lui que tout converge.

AUTO-JURIDICTION

Toute justice en Andorre, émane directement des Seigneurs, avons-nous dit plus haut, en parlant de l'Organisation judiciaire dans les Vallées. Ce fait seul suffit à établir que l'Andorre, au point de vue judiciaire, ne jouit d'aucune autonomie, ne possède pas un pouvoir originaire, mais bien un pouvoir dérivé, concédé.

Il nous suffit de rappeler rapidement que, tant au point de vue civil qu'au point de vue pénal, la justice est rendue par les représentants directs des Seigneurs.

Les Bayles, le juge des Appellations, le Tribunal supérieur d'Andorre et le Tribunal ecclésiastique d'Urgel sont des émanations des pouvoirs des co-Seigneurs et c'est en leur nom qu'ils rendent la justice.

L'Andorre ne possède donc aucun pouvoir exercé à titre de droit propre ; elle n'a aucune autonomie. Les Seigneurs sont les maîtres absolus des Vallées, ils « possèdent des

pouvoirs législatifs et judiciaires incontestés et il n'est pas possible que d'autres pouvoirs analogues s'établissent en dehors et en face de ceux-là ⁽¹⁾ ».

Les conséquences de l'auto-organisation que nous avons mentionnées plus haut, à savoir que tous les Etats sont une République ou une Monarchie, qu'ils possèdent un organe suprême étatique qui leur est propre et qui ne se confond pas avec celui d'un autre Etat, ne se retrouvent pas en Andorre.

LES VALLÉES D'ANDORRE

NE SONT PAS UNE RÉPUBLIQUE

Malgré la dénomination très fréquemment employée de République d'Andorre, il faut faire remarquer que l'Andorre n'est pas une République.

Certes les Vallées ont un Parlement, elles ont un Procureur général syndic, chef du pouvoir exécutif, mais nous avons vu combien leurs attributions étaient restreintes, soumises qu'elles sont au pouvoir très étendu des Viguiers et des co-Seigneurs.

« Le mot République d'Andorre dont on désigne souvent ce pays lui convient aussi

(1) Cf. BRUTAILS, *loc cit.*, page 39

peu que le nom de Principauté qu'on lui donne parfois ⁽¹⁾ ».

La véritable désignation est celle de « Vallées d'Andorre » ; c'est celle qui est d'ailleurs reconnue par le Ministère des Affaires Etrangères.

En 1892, l'administration des Postes Françaises avait envoyé au directeur des postes de Perpignan un tableau de service relatif aux postes Andorranes. Ce tableau portait la mention : « République d'Andorre. »

Le directeur des postes retourne à Paris ce tableau avec la note ci-jointe :

« J'ai l'honneur de renvoyer sous ce pli à l'administration l'épreuve du tableau destiné à être affiché dans les Paroisses des Vallées d'Andorre.

« La seule rectification opérée par M. le Préfet des Pyrénées-Orientales consiste dans la substitution du mot « Vallées » à celui de « République ».

« L'Andorre, soumise à une double principauté, *n'est pas une République* et le Ministère des Affaires Etrangères ne reconnaît que la désignation des Vallées d'Andorre ⁽²⁾ ».

(1) Cf. VILAR, *loc. cit.*, p. 51.

(2) Archives de Perpignan. Lettre du 12 novembre 1892.

Si nous nous rapportons aux armes de l'Andorre, nous verrons qu'il n'est pas question de République, mais bien de Vallées.

Suscipe : Vallis neutris hæc sunt stemmata.

L'Andorre n'est donc pas une République, ce n'est pas davantage une Monarchie, ce ne peut donc pas être un Etat.

Les Vallées d'Andorre ne possèdent pas davantage d'organe suprême étatique qui leur soit propre ; leurs deux Seigneurs sont étrangers et actuellement l'un deux, M. le Président de la République Française, se trouve être l'organe suprême étatique d'un autre Etat.

Les Vallées d'Andorre ne possèdent donc, à titre de droit propre, ni législation, ni administration, ni justice.

Elles ne sont ni une République ni une Monarchie.

Elles ne possèdent pas d'organe suprême qui leur soit propre et personnel, elles ne peuvent donc pas prétendre au titre d'Etat puisque le critérium que nous avons posé ne peut pas leur être applicable. C'est à cette conclusion qu'arrivent les auteurs qui se sont particulièrement occupés de l'étude de la constitution politique des Vallées.

« L'Andorre, dit M. Brutails, prend trop au sérieux un nom qu'on lui donne parfois bien à tort, de République. Pour la perception des derniers impôts, on a fait graver des timbres qui portent au-dessous des armoiries des Vallées la légende « *Pagos al Estat.* » Le dernier mot renferme une grosse erreur. L'Andorre n'est pas un Etat ⁽¹⁾. »

C'est aussi à cette conclusion que s'arrête M. Despagnet : « La prétendue République d'Andorre, dit cet auteur, ne pouvait pas être un Etat quand elle relevait de deux Seigneurs qui n'étaient pas eux-mêmes des chefs d'Etat et elle est encore dans ce cas vis-à-vis de l'Evêque l'Urgel. L'Andorre n'est pas un Etat ⁽²⁾. »

L'Andorre, disent aussi les Pandectes, « n'est pas un Etat distinct et ne peut prétendre au titre de République ⁽³⁾ ».

En affirmant et en démontrant que les Vallées d'Andorre ne sont pas un Etat, nous allons à l'encontre de la doctrine très répandue chez les auteurs de droit international que les Vallées forment un Etat.

(1) Cf. BRUTAILS, *loc. cit.*, page 40.

(2) Cf. DESPAGNET, *loc. cit.*, page 77.

(3) Cf. PANDECTES, à Andorre.

Et cependant si l'on s'en tient à la définition de l'Etat donnée par ces auteurs, on est obligé de conclure, comme nous l'avons fait, que les Vallées ne sont pas un Etat.

L'Etat, en droit international, doit comporter trois éléments :

1° Un territoire ;

2° Des nationaux ;

3° Un gouvernement central autonome ⁽¹⁾.

Si l'un de ces trois éléments vient à faire défaut, la qualité d'Etat ne pourra pas être appliquée. Nous avons suffisamment démontré que cette dernière qualité faisait défaut pour avoir à y revenir à nouveau.

Il nous faut donc conclure que les Vallées d'Andorre ne constituent pas un Etat, qu'elles ne sont pas un sujet de droit international, que leur personnalité comme Etat ne s'affirme point.

Il est donc impossible d'assimiler l'Andorre à un pays protégé soumis au double protectorat de la France et de l'Evêque de la Seo d'Urgel.

Pour justifier cette assimilation, il faudrait que l'Andorre, sujet passif de ce protectorat, fut un Etat ; il serait nécessaire que la France

(1) Cf. CHRÉTIEN, *loc. cit.*, page 80.

et l'Evêque d'Urgel, sujets actifs de ce protectorat, fussent aussi des Etats.

Nous avons essayé de démontrer que ni du côté protecteur, ni du côté protégé, cette condition nécessaire ne se retrouvait et nous sommes obligés de conclure que la théorie de l'Andorre, pays protégé, soumis au double protectorat de la France et de l'Evêque de la Seo d'Urgel, est impossible à soutenir.

CHAPITRE VIII

Les effets et les conséquences du protectorat dans les rapports de l'Etat protégé avec l'Etat protecteur.

En étudiant les règles générales qui doivent présider à la constitution de tout protectorat et en faisant aux Vallées d'Andorre l'application de ces règles, nous avons été obligés de conclure que l'assimilation de l'Andorre à un pays protégé, soumis au double protectorat de la France et de l'Evêque de la Seo d'Urgel, était impossible.

Poussons plus à fond cette idée et essayons d'apporter à l'appui de notre affirmation quelques arguments de plus.

Le lien de protectorat fait naître entre le protecteur et le protégé des conséquences et des effets à peu près uniformes, qui se retrouvent et peuvent être facilement étudiés dans presque tous les protectorats modernes.

Si l'Andorre est bien véritablement un pays protégé, on sera obligé de retrouver dans ses rapports avec ses deux protecteurs les mêmes effets et les mêmes conséquences que ceux qui résultent des relations de la majorité des Etats protecteurs avec les Etats protégés, ou tout au moins des effets et des conséquences similaires.

Si, au contraire, les effets et les conséquences résultant de ces rapports et de ces relations, ne sont pas identiques ou similaires à ceux des autres protectorats, c'est que les Vallées d'Andorre ne peuvent pas être assimilées à un pays protégé, que les rapports qui les unissent à ses deux co-Seigneurs, ne peuvent pas être qualifiés « lien contractuel de protectorat ».

Il faut étudier les manifestations dans les relations de l'Etat protecteur avec l'Etat protégé au double point de vue de la souveraineté intérieure et de la souveraineté extérieure.

SOUVERAINETÉ EXTÉRIEURE

Pour la grande majorité des auteurs « l'abandon de la souveraineté extérieure est l'élément essentiel de tout protectorat, sous quelque forme que cet abandon se produise ⁽¹⁾ ».

(1) Cf. MERIGNHAC, *loc. cit.*, page 107.-- VILHEM, *Théorie juridique du protectorat*, I. 107.

Cette doctrine, parfaitement exacte, est d'ailleurs partagée par ceux-là mêmes qui voudraient la combattre, lorsqu'ils déclarent « qu'un Etat ne peut guère accepter d'en protéger un autre contre toutes les attaques auxquelles il peut être en butte et d'intervenir en sa faveur dans toutes les complications internationales auxquelles il peut être mêlé, s'il n'a pas le moyen, par l'exercice ou la surveillance de la politique extérieure du protégé, de prévenir les premières ou de résoudre les secondes; pour atteindre ce but, il est toujours indispensable d'accaparer les relations diplomatiques du pays protégé ⁽¹⁾ ».

Les rapports de l'Etat protecteur avec l'Etat protégé se manifestent dans l'ordre de la souveraineté externe, au triple point de vue : du droit de légation, du droit de conclure des traités, du droit d'extradition.

DROIT DE LÉGATION

Ce droit de légation est classé par les auteurs de droit international comme un des droits fondamentaux de l'Etat.

« La communauté indépendante qui constitue un Etat, dit M. Chrétien, est nécessairement appelée à entretenir des rapports

(1) Cf. DESPAGNET, *loc cit.*, pages 317 et 318.

fréquents avec les autres membres de la Société internationale. Pour la conduite des négociations incessantes auxquelles donnent lieu, les relations de plus en plus multiples et complexes des nations entre elles, la présence de délégués permanents du souverain au siège du gouvernement des différents états étrangers a été jugée nécessaire (1) ».

C'est donc dans cette faculté de se faire représenter auprès des autres Etats par des mandataires chargés de la sauvegarde de ses intérêts que réside pour l'Etat le droit de légation actif.

Cette faculté de se faire représenter auprès des autres nations ne peut appartenir qu'aux seuls Etats sujets de droit international. Les collectivités dénuées de puissance étatique, dépourvues du droit d'indépendance, manifestation de la souveraineté externe, ne peuvent pas jouir de ce droit, car elles ne sont pas des sujets de droit international et qu'elles n'ont pas à manifester au dehors une existence internationale qu'elles ne possèdent pas.

Dans notre droit actuel moderne, un très grand nombre d'Etats sont dépourvus des

(1) Cf. CHRÉTIEN, *loc. cit.*, pages 397 et suivantes.

droits de légation tant actif que passif ; toutefois ces Etats, s'ils n'exercent pas eux-mêmes ce droit primordial, ont remis à d'autres Etats le soin de les représenter.

C'est là ce qui se passe généralement dans le traité de protectorat.

L'Etat protecteur stipule que le protégé lui abandonnera l'exercice de son droit de souveraineté externe.

Pour ne s'en tenir qu'à la France, c'est ce qui a été stipulé dans le traité du 12 mars 1881, relatif au protectorat de la Tunisie.

L'article 6 de ce traité porte : « que les agents diplomatiques et consulaires de la France en pays étrangers, seront chargés de la protection des intérêts tunisiens et des nationaux de la Régence ».

Cette même clause se retrouve encore dans le traité du 6 juin 1884 entre la France et l'Annam.

L'article 1^{er} précise que « la France représentera l'Annam dans toutes ses relations extérieures. »

Même stipulation dans le traité du 17 décembre 1885, qui mettait le royaume de Madagascar sous le protectorat de la France.

L'Etat protégé remet donc à l'Etat protecteur le soin de le représenter dans ses rela-

tions extérieures avec les autres puissances et d'affirmer auprès d'elles sa qualité d'Etat.

DROIT DE LÉGATION A ANDORRE

Rien de pareil ne peut se retrouver dans les relations qui unissent les Vallées avec ceux que l'on a voulu appeler ses protecteurs.

De l'Evêque d'Urgel nous ne dirons rien, car il est impuissant à représenter l'Andorre auprès des autres puissances, ne jouissant pas lui même du titre d'Etat.

La France qui en sa qualité d'Etat pourrait représenter les Vallées d'Andorre auprès des gouvernements étrangers ne se charge pas de cette représentation.

Les agents diplomatiques de la France ignorent l'Andorre en tant que sujet de droit international.

Les Vallées sont donc dépourvues tant du droit de légation actif que du droit de légation passif; ce droit de légation, elles ne l'exercent pas par elle-même et personne ne l'exerce pour elles.

Dépourvues de l'exercice de ce droit de légation, manifestation de la souveraineté externe, tout porte à croire que les Vallées d'Andorre ne sont pas un Etat et ne sont pas un sujet de droit international.

Tout porte à croire aussi et permet de conclure que, puisque la France ne représente pas l'Andorre auprès des autres puissances, qu'elle n'a pas reçu l'exercice du droit de légation que lui aurait abandonné l'Andorre, c'est que le lien contractuel qui unit la France avec cette collectivité n'est pas un lien de protectorat.

DROITS DE CONCLURE DES TRAITÉS

Le droit de conclure des traités est une manifestation de la souveraineté externe. En vertu du principe que nous avons posé plus haut, il n'est donc pas étonnant que le pays protecteur s'empare de ce droit au détriment du pays protégé. L'accaparement de ce droit peut se faire de deux façons distinctes. Tantôt le pays protecteur laissera au protégé l'exercice de ce droit de conclure des traités et se contentera de contrôler et de vérifier les actes passés par son protégé, tantôt, au contraire, l'Etat protecteur s'emparera totalement de l'exercice de ce droit et, se substituant à l'Etat protégé, il se chargera de traiter directement avec les autres puissances.

Ces deux manifestations de l'accaparement des droits du protégé ainsi placé, soit en curatelle, soit en tutelle, se retrouvent dans

les différents traités conclus entre la France et les divers pays soumis à son protectorat.

Le traité de protectorat de l'Annam en son article 5 et celui de Madagascar en son article 2 stipulent que l'Etat protecteur exercera lui-même ce droit de conclure des traités.

L'article 6 du traité du 12 mars 1881 laisse au contraire à la Tunisie le droit de conclure librement des traités ; la France n'ayant qu'un contrôle et une surveillance à exercer sur la conclusion de ces traités.

Que se passe-t-il pour les Vallées d'Andorre ? Ont-elles le droit de conclure librement des traités avec les nations étrangères sous le contrôle et la surveillance de ses deux co-Seigneurs, ou bien l'exercice de ce droit est-il exclusivement réservé à ces deux co-Seigneurs eux-mêmes ?

Les Vallées d'Andorre ne possèdent pas le droit de conclure des traités. Les co-Seigneurs ne leur reconnaissent pas ce droit et, chose plus curieuse encore, ils ne se chargent pas de l'exercice de ce droit au lieu et place des Vallées.

Ce qui fait que l'Andorre est totalement dépourvue de la jouissance et de l'exercice de cette manifestation du droit de souveraineté externe.

EXTRADITION

En partant du principe que nous avons posé comme base du protectorat que les deux Etats, protecteur et protégé, conservant leur personnalité indépendante, restent deux Etats parfaitement distincts l'un de l'autre, nous sommes obligés de décider que la procédure de l'extradition est nécessaire lorsque l'Etat protecteur voudra s'emparer d'un criminel qui s'est réfugié sur le territoire de l'Etat protégé.

Le principe que nous venons de poser a été contesté et on a déclaré⁽¹⁾ qu'entre l'Etat protecteur et l'Etat protégé « la capture et la livraison d'un criminel deviennent non pas des actes de souveraineté effectués de gouvernement à gouvernement, mais bien des mesures de police judiciaires exécutées par l'Etat protecteur sur le territoire protégé en vertu de la délégation qu'il tient du traité de protectorat⁽¹⁾ ».

Pour étayer cette théorie très séduisante, on arrive à prendre et à citer comme exemple le cas des Vallées d'Andorre.

Un arrêt de la Cour de Cassation a en effet décidé que la France n'avait pas besoin de suivre la procédure de l'extradition pour s'em-

(1) WILHELM, *loc. cit.*, p. 217.

parer d'un criminel réfugié sur le territoire des Vallées d'Andorre.

Cet arrêt du 9 mai 1845 est ainsi motivé :

« Sur le moyen tiré de l'excès de pouvoir commis par la Cour d'Assises de l'Ariège par le refus qu'elle a fait d'ouvrir les débats sur l'accusation portée contre Laugé en ordonnant le sursis jusqu'à ce qu'il ait été statué par le gouvernement sur la régularité de l'extradition (1).

« Attendu que dans l'état des relations existantes légalement, résultant des anciens usages établis de temps immémorial et définitivement consacrés par le décret législatif du 27 mars 1806 entre la France et le pays d'Andorre, l'extradition d'un Français poursuivi pour crime et réfugié dans ces Vallées peut être valablement opérée sur la réquisition d'un magistrat français agissant en vertu d'un mandat de justice régulièrement délivré.

« Attendu qu'en cet état des faits il ne se présentait aucune difficulté qui intéressât les

(1) Cet arrêt est intervenu à la suite du refus de statuer sur le cas d'un sieur Laugé poursuivi devant la Cour d'Assises de l'Ariège; la Cour s'étant déclarée incompétente. La Cour prétendait et soutenait que la procédure d'extradition n'avait pas été commencée et que, jusqu'à ce qu'elle soit régulièrement achevée, elle ne pouvait statuer.

Cet arrêt est rapporté dans Dalloz 1845, t. I., p. 223.

relations de la France avec les autorités Andorranes et qui dès lors fut de nature à nécessiter une décision préalable du gouvernement ⁽¹⁾ ».

Cet arrêt on le voit, loin de pouvoir servir à la thèse soutenue par M. Wilhelm doit, au contraire, venir étayer notre théorie.

L'arrêt précité ne veut nullement établir comme règle que le pays protecteur peut s'emparer librement d'un criminel sur le territoire du pays protégé, il dit que « dans l'état des relations existantes légalement résultant des anciens usages établis de temps immémorial entre la France et l'Andorre, on peut procéder à l'arrestation d'un criminel sans avoir recours à la procédure de l'extradition. »

L'arrêt s'occupe donc exclusivement des Vallées d'Andorre et prouve nettement par là que les Vallées ne peuvent pas être assimilées à un pays protégé.

« C'est parce que les Seigneurs exercent sur les Vallées des droits de police et de justice comme avant l'abolition des droits féodaux qu'ils peuvent librement procéder à l'arrestation du criminel « sans une décision préalable du gouvernement ⁽²⁾ ».

(1) Cf. DALLOZ, 1845, t. I., p. 223.

(2) Cf. DESPAGNET, *loc. cit.*, p. 331.

IMMIXTION DE L'ÉTAT PROTECTEUR
DANS LA SOUVERAINETÉ INTERNE
DE L'ÉTAT PROTÉGÉ

Si l'abandon des droits de souveraineté externe est la règle et la base de tout protectorat, l'immixtion ou le contrôle des droits de souveraineté interne du protégé par le protecteur est une des conséquences ordinaires et habituelles du lien qui unit les deux Etats sujets actifs et passifs d'un protectorat. Comme le dit M. Mérignac : « L'action de l'Etat protecteur, au regard de la nation protégée, se traduit par une influence marquée sur l'exercice de la souveraineté interne ⁽¹⁾ ».

Il est difficile de donner une règle fixe suivant laquelle s'opère cette immixtion et ce contrôle ; elle varie suivant les clauses du traité de protectorat.

L'Etat protecteur laisse à l'Etat protégé une plus ou moins grande liberté d'action, il s'immisce plus ou moins dans son administration intérieure suivant le but qu'il se propose d'atteindre, la direction qu'il veut imposer à son protégé.

Cette immixtion de l'Etat protecteur dans la souveraineté interne du protégé se mani-

(1) Cf. MÉRIGNAC, *loc. cit.*, page 13.

feste au triple point de vue de la « législation et de l'administration, de la justice civile et de la justice pénale.

AU POINT DE VUE LÉGISLATIF ET ADMINISTRATIF

Le lien de protectorat étant des plus variables en ce qui concerne l'immixtion du protecteur dans l'exercice de la souveraineté interne du protégé, les exemples et les conséquences de cette immixtion varient à l'infini suivant le traité du protectorat.

La France, par exemple, dans le traité du 6 juin 1884, laisse la plus grande liberté d'administration à l'Annam, ne se réservant que la direction des « douanes, travaux publics et en général des services qui exigent une direction unique ou l'emploi d'ingénieur ou d'agents européens » (Articles 6 et 12).

Dans le traité de la Marsa du 8 juin 1883 au contraire, la France stipule que le bey s'engage à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières que le gouvernement français jugera utiles.

Donc, tantôt immixtion totale ou tout au moins assez étroite, tantôt contrôle très restreint.

Les Vallées d'Andorre sont soumises non pas au contrôle de leurs deux co-Seigneurs,

mais à l'ingérence directe et permanente de ceux-ci. Il n'y a pas comme en Tunisie une injonction faite aux autorités locales d'avoir à procéder à telles ou telles réformes, il y a l'exercice direct d'un droit de suzeraineté et les co-Seigneurs n'ont d'injonction à donner à personne, ils édictent eux-mêmes et en vertu de leur droit de suzeraineté les décisions qu'ils jugent utiles et nécessaires.

IMMIXTION DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CIVILE

C'est encore en se basant sur le principe que dans tout protectorat, il y a deux Etats parfaitement distincts, qu'il faut envisager cette question de l'immixtion de l'Etat protecteur dans l'administration de la justice civile de l'Etat protégé.

L'Etat protecteur pourra établir sur le territoire de l'Etat protégé une juridiction spécialement réservée à ses nationaux, mais cette juridiction sera absolument distincte des juridictions de l'Etat protégé et n'aura rien de commun avec elles.

Dans la pratique internationale, il y a dans le pays protégé deux juridictions en présence ; celles du pays protecteur et celles du pays protégé.

La juridiction du protecteur solutionne les différends qui s'élèvent en territoire protégé entre ses nationaux et les indigènes.

La juridiction du protégé, au contraire, ne solutionne que les différends qui surviennent entre les indigènes et c'est au nom de la souveraineté interne du pays protégé que les tribunaux disent ainsi le droit.

C'est cette organisation que nous retrouvons dans les divers pays protégés de la France.

L'Annam et le Tonkin possèdent des juridictions spéciales et réservées aux nationaux français. En Tunisie, une loi du 27 mars 1885 donne aussi compétence à des tribunaux français pour solutionner les litiges entre Français et Indigènes.

Rien de pareil ne se retrouve dans les Vallées d'Andorre.

Il n'y a aucune distinction entre les justices de la France jugeant ses nationaux, et les justices Andorrannes jugeant les siens.

Il n'y a qu'un ordre unique de juridiction, qu'une seule catégorie de tribunaux.

La justice est rendue pour tous, étrangers ou indigènes, par les juridictions spéciales que nous connaissons et au nom des deux co-Seigneurs de qui émane toute justice. Chose

plus curieuse, c'est que « les tribunaux ne sont pas constitués par l'autorité locale, mais directement par le pouvoir protecteur, ils peuvent comprendre des juges d'une nationalité étrangère et fonctionnent en sol étranger ⁽¹⁾ ».

IMMIXTION DANS LA JUSTICE PÉNALE

Il en est de la justice pénale comme de la justice civile. Le protecteur se réserve le droit de juger les nationaux qui commettent des crimes et des délits sur le territoire de l'Etat protégé. Il y a une prorogation de la souveraineté de l'Etat protecteur sur le territoire de l'Etat protégé.

En fait et dans la pratique, ces deux juridictions se retrouvent dans presque tous les traités de protectorat conclus entre la France et les divers pays soumis à sa protection.

L'Andorre ne connaît pas ces juridictions spéciales à l'Etat protecteur et, comme pour la justice civile, ce sont des tribunaux composés de juges étrangers, nommés par les co-Seigneurs, qui rendent la justice ⁽²⁾.

De cette rapide étude sur les effets et les

(1) Cf. MÉRIGNHAC, *loc. cit.*, page 14.

(2) Voir à ce sujet notre étude sur l'organisation de la justice pénale — 1^{re} partie, Viguier.

conséquences résultant des rapports qui existent entre le protecteur et le protégé, il résulte d'une façon indubitable que les Vallées d'Andorre ne peuvent pas être assimilées à un pays de protectorat, à un Etat protégé.

Au point de vue de l'abandon de la souveraineté externe les Vallées d'Andorre ne se comportent en rien comme un pays protégé. Elles n'ont pas de droit de légation ni actif, ni passif et personne n'exerce en leur nom ce droit important de l'Etat, elles ne peuvent pas conclure des traités et personne ne se charge d'en conclure en leur nom, elles ne jouissent pas enfin du privilège de la procédure de l'extradition.

Au point de vue de l'immixtion du protecteur dans la Société interne du protégé, la situation est plus défavorable encore et aucune comparaison n'est possible entre l'Andorre et un pays protégé quelconque.

Il faut donc conclure que les vallées d'Andorre ne peuvent pas être un Etat protégé, car, tant au point de vue externe qu'au point de vue interne « les règles qui les régissent s'écartent sensiblement de celles suivies même dans les pays où les pouvoirs de l'Etat protecteur sont les plus étendus ⁽¹⁾ ».

(1) Cf. MÉRIGNHAC, *loc. cit.*, p. 15.

Il faut conclure qu'il est impossible de qualifier « lien contractuel de protectorat » les rapports qui unissent les Vallées d'Andorre et ses co-Seigneurs, France et Mitre.

CHAPITRE IX

L'Andorre ne pouvant pas être assimilée à un Etat protégé soumis au protectorat de la France et de l'Evêque d'Urgel, il convient de rechercher une autre qualification aux rapports qui l'unissent à ses deux Seigneurs.

Passons donc rapidement en revue les différentes situations qui peuvent se rencontrer dans les rapports d'Etat à Etat et voyons s'il en est une qui peut convenir à caractériser et définir la condition internationale des Vallées.

UNION PERSONNELLE

M. de Dios Trias, dont nous avons combattu plus haut la doctrine, a qualifié d'union personnelle le lien unissant les Vallées aux Seigneurs.

Il déclare en effet que la réunion des droits féodaux ayant appartenu aux comtes de Foix, à la Couronne de France : « ne fut pas une incorporation proprement dite, mais seulement une union purement personnelle ⁽¹⁾ ».

(1) Cf. DIOS TRIAS, *loc. cit.*, page 21.

L'union personnelle est la situation de deux ou plusieurs Etats se gouvernant chacun par ses propres lois, ayant chacun son organisation distincte, mais unis sous un seul et même chef.

Cette union temporaire et limitée à la vie du souverain n'entraîne pas la confusion de la personnalité internationale des Etats.

Pour M. de Trias, cet état d'union personnel était le patrimoine personnel de la Maison des Bourbons et devait s'éteindre avec eux.

Cette qualification d'union personnelle ne peut servir à nettement déterminer la condition de l'Andorre ; il faudrait comme condition première que les Vallées puissent se gouverner par leurs propres lois, qu'elles aient une organisation distincte et autonome, en un mot qu'elles soient un Etat. Nous avons suffisamment démontré, pour avoir à y revenir à nouveau, que l'Andorre ne pouvait pas être un Etat et qu'elle ne jouissait d'aucune autonomie ni indépendance.

La théorie que soutenait M. de Dios Trias ne peut pas non plus être admise lorsqu'il soutient et affirme que les droits sur les Vallées dont les Bourbons étaient titulaires formaient leur apanage exclusif, leur patrimoine personnel.

Il suffit aussi de parcourir l'acte du 19 octobre 1620 par lequel Louis XIII incorpore et unit à la Couronne de France les Vallées d'Andorre, pour être convaincu qu'il n'y a pas seulement là un droit personnel à une dynastie ou à un souverain, mais un droit qui est devenu le patrimoine commun de la France et dont ont joui les divers gouvernements qui se sont succédé.

UNION RÉELLE

L'Andorre n'est pas davantage unie à ses deux co-Seigneurs par un lien d'union réelle.

L'union réelle se caractérise, en droit international, par ce fait que chacun des Etats conserve ses lois propres et ses institutions politiques distinctes, mais donne aux Etats réunis sous un même chef une personnalité unique au point de vue des relations externes. Il y aura plusieurs Etats au point de vue de l'organisation interne, il y en aura un seul au point de vue externe.

L'étude de l'organisation intérieure des Vallées et plus encore celle de sa représentation externe rend impossible cette assimilation à un Etat d'union réelle. Les Vallées ne constituent pas un Etat distinct, elles ne forment pas une personnalité unique au point

de vue international et ne remplissent donc pas les conditions requises pour que le lien qui les unit à la France et à la Mitre, soit assimilé à une union réelle.

CONCLUSION

Nous avons passé en revue les divers liens qui peuvent unir les Etats entre eux et nous avons été obligé de conclure qu'il est impossible de faire aux Vallées d'Andorre l'application de l'un d'entre eux.

En présence de ce résultat négatif, nous estimons qu'il ne faut pas essayer de faire rentrer les Vallées d'Andorre dans le moule des Etats actuels, qu'il ne faut pas vouloir caractériser une institution aussi antique par une qualification essentiellement moderne.

Pour apprécier et caractériser sainement la condition internationale des Vallées, il faut faire abstraction des idées modernes et juger l'institution avec les idées de l'époque à laquelle elle appartient.

Nous avons posé comme base de notre étude, et nous sommes souvent revenu sur cette idée, que le Paréage de 1278 conclu entre l'Evêque d'Urgel et le comte de Foix est

la base de la condition internationale des Vallées d'Andorre.

C'est donc au Paréage de 1278 qu'il faut nous reporter afin de voir quelle était à cette époque la nature du lien qui unissait l'Andorre à ses deux co-Seigneurs, quelle était la qualification qu'il fallait lui donner.

L'Andorre était, en 1278, une Seigneurie soumise à la double suzeraineté du Comte de Foix et de l'Evêque de la Seo d'Urgel « une Seigneurie comme toutes celles qui ont couvert le sol français du Moyen Age.⁽¹⁾ ».

Les rapports qui existaient entre cette Seigneurie et ses deux Seigneurs étaient des rapports de vassal à suzerain semblables à ceux qui existaient dans toutes les tenures féodales.

Ce qui prouve bien la véracité de cette allégation, c'est le Paréage de 1278 lui-même.

Le Paréage est en droit coutumier une association entre un Seigneur, souvent ecclésiastique et un Seigneur plus puissant. Cette association ayant pour effet principal « la mise en commun entre deux Seigneurs du *dominium* sur une localité ⁽²⁾ ».

M. Viollet nous apprend à ce sujet que le

(1) Cf. VILAR, *loc. cit.*, p. 53.

(2) Cf. VIOLLET. — Institutions politiques de la France, pages 161 et 171.

fait, par deux Seigneurs, de s'unir en Paréage est très fréquent du onzième au treizième siècle et que « ces deux Seigneurs sont souvent un Seigneur laïque et un monastère ou un Seigneur ecclésiastique ».

Le Paréage de 1278 comme tous ceux de cette même époque s'occupe exclusivement de répartir entre les deux Seigneurs l'exercice des droits seigneuriaux. Il est successivement question dans cet acte : du droit de lever la taille ; du règlement des droits de haute, moyenne et basse justice ; des droits d'host et de chevauchée qui sont autant de droits dont les Seigneurs du Moyen Age étaient titulaires car « la féodalité avait eu ce résultat de faire passer aux mains des Seigneurs les attributions qui sont considérées de nos jours comme des prérogatives essentielles de la souveraineté ».

Les Vallées d'Andorre étaient donc en 1278 une simple seigneurie vassale de deux Seigneurs unis en paréage ; elles ne constituaient pas à cette époque une exception ; elles rentraient dans la règle commune et ne se différenciaient en rien des seigneuries voisines.

Ce qu'elles étaient en 1278 en pleine époque féodale, les Vallées d'Andorre le sont

encore aujourd'hui en plein vingtième siècle et leur territoire demeure toujours une seigneurie tenue en paréage par deux co-Seigneurs qui sont : le chef du gouvernement de la République Française, héritière et continuatrice des droits de la Maison de Foix et l'Evêque de la Seo d'Urgel.

C'est là un résultat curieux contre lequel M. de Trias a violemment protesté et devant lequel il faut cependant s'incliner.

La France exerce sur l'Andorre des droits seigneuriaux de tout point semblables à ceux qu'exerçait le comte de Foix il y a bientôt huit siècles ; elle exerce sur l'Andorre des droits de haute, moyenne et basse justice ; elle reçoit des Vallées un tribut annuel la « quistia ». Ces droits sont identiques à ceux que nous avons vu depuis l'origine, puisque rien depuis le Paréage de 1278 n'est venu modifier les antiques relations existant entre les Vallées et ses co-Seigneurs.

Les faits de l'histoire contemporaine viennent confirmer et appuyer la thèse que nous soutenons.

Lorsque dans la nuit du 4 août, les Constituants déclarèrent la féodalité abolie et que par la suite se trouva institué un régime démocratique ; les relations de la France

avec l'Andorre furent suspendues. Les gouvernements révolutionnaires déclarèrent entachés de féodalité les rapports existants entre la France et les Vallées et pour être logiques, avec eux-mêmes ils mirent fin à ces rapports et ignorèrent l'Andorre.

Lorsqu'en 1806 le gouvernement impérial renoua des relations avec les Vallées d'Andorre et nomma à nouveau un Viguiier, il spécifia très nettement que ce Viguiier userait « de tous les privilèges que les Conventions ou l'usage lui avaient attribués ⁽¹⁾ ».

Depuis 1806, les relations n'ont plus jamais été rompues entre la France et l'Andorre et les termes de ce décret continuent à être toujours en vigueur.

L'Andorre est donc un vieux vestige de la féodalité disparue, égaré en plein vingtième siècle et se trouvant aujourd'hui dans une situation exceptionnelle et impossible à définir et à qualifier par la technique moderne.

Les révolutions qui ont de tout point modifié les constitutions de l'Europe n'ont point effleuré les paisibles Vallées et le pacte de 1278 est toujours resté à la base de ses relations avec ses co-Seigneurs.

L'Andorre est donc toujours une seigneu-

(1) Voir décret du 27 Mars 1806.

rie de tout point pareille à celle de 1278; elle est toujours vassale de deux Seigneurs qui autrefois sujets d'une même nation se trouvent aujourd'hui appartenir à deux nationalités différentes : le Gouvernement de la République Française et l'Evêque espagnol de la Seo d'Urgel.

Nancy, le 8 Décembre, 1907,

VU PAR LE PROFESSEUR DÉLÉGUÉ :
A. CHRÉTIEN.

Vu le 8 Décembre 1907 :

Le Doyen,
R. BLONDEL.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 9 décembre 1907

Le Recteur de l'Académie,

Ch. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

ANNEXES

1^o Les Paréages de 1278

Traduction d'après le texte du Ministère de la Justice
Bibliothèque du Comité de Législation étrangère

PARIS

— Au nom de Notre Seigneur Jésus-Christ. — De nombreuses querelles et difficultés ont été longtemps pendantes sur un grand nombre de points différents entre noble personne Mgr Roger Bernard par la grâce de Dieu Comte de Foix et Vicomte de Castelbon, et ses prédécesseurs, d'une part, et vénérable Seigneur Pierre, par la miséricorde divine Evêque d'Urgel et ses prédécesseurs et l'Eglise d'Urgel, d'autre part, ce qui a entraîné des deux côtés de graves représailles : hommes tués, châteaux renversés, membres mutilés et bien d'autres maux pour ainsi dire indescriptibles ; enfin sur l'intervention de Mgr Xatbert, par la grâce de Dieu évêque de Valence et de nobles personnes, maître Bonat de Lavayne, chanoine de Narbonne, envoyé par le pape pour lever la dime dans le royaume d'Aragon, Raymond de Besalu, archidiacre de Tarragone, Raymond d'Urgel, Isarme Faujans et Guillaume Raymond de Josà, *arbitres amiables*, les susdits belligérants ont mis fin à leurs querelles, revendications et différends, avec le consentement des parties, en la forme qui s'ensuit.

§ I

En premier lieu, au sujet de la vallée ou des vallées d'Andorre, il a été réglé et prononcé par le dit seigneur Evêque de Valence et autres nobles personnes que dorénavant et à jamais le dit seigneur Evêque d'Urgel et ses successeurs lèveraient et pourraient lever, pendant leur année, la taille sur les hommes de la vallée ou des vallées d'Andorre jusqu'à concurrence de 4.000 sous de Meigniel, sans opposition de la part du Comte ou de ses successeurs et sans que ni le dit évêque ni ses successeurs puissent dépasser la somme énoncée plus haut ; le comte de Foix et ses successeurs pourront, l'année suivante, lever la taille à volonté sur les dits hommes d'Andorre sans opposition de l'évêque, de ses successeurs ou de l'Eglise d'Urgel ; il ne leur est pas assigné une certaine quotité et ils pourront en agir ainsi à jamais. Qu'il soit fait comme il vient d'être dit, d'année en

année ; et pour commencer, que, l'année présente, le dit Comte de Foix lève la taille sur les hommes de la vallée ou des vallées d'Andorre.

§ II

De plus, il a été prononcé par les dits arbitres au sujet des émoluments de justice et de la moyenne justice que les bayles des dits seigneurs Evêque et Comte devront toujours exercer ensemble et en commun, la haute justice sur les dits hommes d'Andorre, à savoir percevoir les droits de haute, moyenne et basse justice et tous revenus appartenant en droit ou en fait à la haute et moyenne justice (*atque jurisdictionem*) ; qu'ensemble ils saisissent et gardent prisonniers les délinquants ; et s'il leur arrivait d'avoir à régler une cause, que les bayles desdits seigneurs la règlent ensemble et en commun, désignant un juge et poursuivant l'affaire jusqu'à la sentence définitive ; qu'ils fassent ensuite exécuter ensemble la sentence. Et si, par hasard, il arrivait que, par suite de quelque cas fortuit, l'un des deux bayles fût absent, que le bayle présent puisse agir comme il vient d'être dit, régler le procès et exécuter la sentence ; toutefois, à quelque moment que se présente le bayle absent, qu'il soit reçu par son collègue ; que le Seigneur du bayle absent ne souffre de ce fait aucun préjudice ; que l'usage et les précédents contraires ne puissent nuire à cet égard à l'un des seigneurs, bien que le bayle de l'autre soit fréquemment absent, quand il s'agit de régler les affaires, et que ce bayle soit toujours admis quand il se présentera. Et s'il arrive que les dits bayles aient eu à juger quelques excès, délit ou crime, et qu'ils aient perçu une somme, soit par un jugement ou par quelque transaction que ce soit, que le dit Seigneur Evêque et ses successeurs retiennent toujours le quart de cette somme, et le Seigneur Comte de Foix et les siens les trois quarts : que cette composition pécuniaire soit fixée d'un commun accord par les dits bayles si les deux sont présents, et dans le cas prévu plus haut où l'un d'eux serait absent, que le bayle présent puisse poursuivre, régler, juger l'affaire et faire exécuter la sentence, tant en son nom qu'au nom de son collègue. Que les dits Seigneurs et bayles prennent bien garde cependant de ne commettre aucun abus, aucune fraude, à l'occasion de la présence ou de l'absence dans le jugement des causes ; mais qu'ils commencent, poursuivent et terminent cette transaction avec bonne foi. Que le dit noble Comte de Foix ait, s'il le veut, son vignier dans la Vallée ou les vallées d'Andorre, comme il en a l'habitude : que ce vignier exerce les droits et les fonctions qu'il avait coutume d'exercer sur les hommes d'Andorre, avant que le dit Comte eût la justice sur les hommes de la dite Vallée. La répartition des amendes dont il vient d'être parlé doit se faire après déduction des frais, et le partage portera sur la quotité entière de l'amende ou de l'indemnité fixées. Que, dans tous les cas, le cens, les revenus et tous autres droits que

l'Evêque d'Urgel, les chanoines et l'Eglise d'Urgel percevaient dans la dite Vallée d'Andorre, en dehors des droits sus-énoncés, leur soient réservés à l'avenir à eux et à leurs successeurs, sans opposition du Comte, de son viguier ni du bayle : exception est faite pour la Trêve de Dieu que l'Evêque avait coutume de percevoir, mais qui devra être partagée comme les amendes. Ces mêmes dispositions doivent s'étendre aux droits que le Comte percevait sur les dits hommes d'Andorre, en dehors des droits sus-indiqués, et qu'il devra lever librement à l'avenir ; que la présente convention ne porte donc aucun préjudice à l'Evêque d'Urgel, aux chanoines ou à leurs successeurs pas plus qu'au Comte de Foix ou à ses successeurs, en ce qui concerne les droits que chacun d'eux levait dans la Vallée ou les vallées ou sur les hommes d'Andorre ; que chacun, au contraire, les recouvre en paix, sans opposition de l'autre partie, comme il en avait précédemment l'habitude, exceptés toutefois les revenus énoncés plus haut...

§ III

De plus, les arbitres ont décidé que chacun des dits Seigneurs aurait sur les hommes d'Andorre l'host et la chevauchée sans toutefois que l'on puisse employer contre l'autre les dits hommes d'Andorre.

§ IV

De plus, il a été réglé et décidé par les dits arbitres que le dit noble Comte de Foix et tous ses successeurs tiendraient en fief à tout jamais pour l'Evêque d'Urgel et ses successeurs, et pour l'Eglise d'Urgel, tout ce qu'il a et reçoit, tout ce qu'il doit avoir et recevoir dans la Vallée ou les vallées d'Andorre. Que le dit Comte et ses successeurs tiennent, en outre, en fief à tout jamais pour l'Evêque d'Urgel et ses successeurs, et pour l'Eglise d'Urgel, la vallée de Saint-Jean, la ville d'Ahos et toutes leurs appartenances, excepté la ville de Thor qui ne devra jamais être réputée partie de ce fief. Et pour les dites vallées d'Andorre et de Saint-Jean que le dit Comte fasse incontinent hommage au dit Seigneur Evêque, que tous ses successeurs soient tenus à la même obligation envers l'Evêque et ses successeurs pour les dits fiefs.

§ V

De plus les dits arbitres ont réglé et décidé que le dit Comte de Foix et ses successeurs tiendraient perpétuellement en fief pour l'Evêque et l'Eglise d'Urgel et pour leurs successeurs la vallée de Cabaho avec toutes ses appartenances, de telle sorte cependant que le noble Comte Roger Bernard soit dispensé de faire hommage à l'Evêque d'Urgel pour la vallée de Cabaho, sa vie durant seulement, mais que l'Evêque d'Urgel renoncerait à cet hommage pour la vie du dit Comte seulement, et par

égard et déférence pour le dit Comte ; que tous les successeurs du dit Comte soient tenus de faire hommage pour la vallée de Cabaho, à tous les Evêques qui occuperont le siège d'Urgel et qu'il ne soit porté à l'avenir aucun préjudice aux prérogatives de l'Evêque ou des Evêques ou de l'Eglise d'Urgel par suite de ce fait de la renonciation consentie par l'Evêque actuel par déférence pour le dit Comte : que les successeurs du dit Comte ne puissent en aucun temps invoquer ce précédent contre l'Evêque et l'Eglise d'Urgel, mais qu'ils fassent hommage à l'Evêque d'Urgel pour la dite vallée de Cabaho, comme il est dit plus haut.

§ VI

Le dit Comte promet en outre pour lui et pour ses successeurs de livrer, suivant la coutume de Barcelone, les châteaux et forteresses qui sont ou qui seront construits dans la vallée de Saint-Jean et de ses dépendances et, après sa mort, tous ceux qui auront été construits dans la vallée de Cabaho. Que tous ces fiefs soient tenus par le dit Comte de Foix et ses successeurs pour l'Evêque et l'Eglise d'Urgel à feu honret (en fief honoré) de telle sorte qu'ils ne soient astreints à aucun service excepté l'hommage et la rendabileté comme il a été dit.

§ VII

De plus les dits arbitres ont jugé et décidé que l'Evêque et le Chapitre d'Urgel, auront, posséderont, et prélèveront à l'avenir en toute paix et tranquillité les droits, produits et revenus qu'ils ont, possèdent et prélèvent dans les dites vallées de Saint-Jean de Cabaho, sans que ces droits puissent être réputés partie des fiefs concédés puisque ce sont des alleux propre de l'Eglise d'Urgel.

§ VIII

De plus ils ont jugé et ordonné, au sujet de la Roche d'Affa, que si le Seigneur Evêque d'Urgel pouvait établir que les prédécesseurs du dit Comte ont donné ou délimité la dite Roche d'Affa au profit de l'Evêque ou de l'église d'Urgel dans ce cas, il serait permis au dit Evêque de construire et d'élever une forteresse sur cette roche, à moins toutefois que le dit Comte ne prouve que cette donation ou délimitation n'est pas valable. Que les nobles hommes Raymond d'Urgel, Isarn de Faujans et Guillaume Raymond de Josà ou deux d'entre eux jugent cette affaire et qu'ils la règlent sans appel avant la Noël prochaine.

§ IX

De plus, les dits arbitres ont ordonné que l'Evêque d'Urgel, le Chapitre d'Urgel, échangeraient avec le dit Comte, le château de Montferrer et le lieu d'Adrayll, et que le dit Comte donnerait à l'Evêque et au Chapitre d'Urgel en retour des dites possessions

le château et le lieu de la bastide d'Ortons, le château et le lieu d'Adrahen, et si la valeur des biens cédés est insuffisante, que le dit Comte assigne et donne la différence en d'autres biens ou sur d'autres revenus, suivant le jugement et l'arbitrage des dits nobles Raymond d'Urgel, Isarn de Faujans et Guillaume Raymond de Josà ou de deux d'entre eux ; et réciproquement si la valeur des dits biens du Comte est supérieure à la valeur des biens que l'Evêque lui promet, que le dit Evêque lui assigne et lui livre la différence en d'autres biens ou sur d'autres revenus, et d'après l'arbitrage et l'estimation des dits nobles Raymond d'Urgel, Isarn de Faujans et Guillaume Raymond de Josà. Le dit Seigneur Evêque promet en outre au dit Comte de Foix, sous peine de 1.000 sous de Meigniel, qu'il veillera de même que son Chapitre à ce que le dit échange s'accomplisse d'ici aux prochaines fêtes de Pâques ; et, au cas où cet échange ne serait pas accompli à cette date, que l'Evêque perde au profit du Comte la dite somme de 1.000 sous de Meigniel ; cette somme une fois payée, que l'Eglise d'Urgel, après la mort du dit Comte, puisse édifier ou relever le château de Montferrer, sans opposition des successeurs du Comte, sauf, dans ce cas les droits que le Comte peut posséder dans le château de Montferrer. Le Seigneur Evêque et le Chapitre d'Urgel renoncent, en faveur du noble Comte de Foix et de ses successeurs, pour toujours, à toutes revendications, demandes et plaintes qu'ils ont formulées ou pourraient formuler contre lui jusqu'à ce jour, au sujet des personnes ou des choses. En particulier, ils abandonnent et délaissent au dit Comte et à ses successeurs à tout jamais tous les droits qu'ils possédaient ou prétendaient dans les châteaux de Cellent de Gallenda, de Citjina et de Dango et dans leurs territoires, et dans tous autres châteaux ou localités que le dit Comte détient et possède aujourd'hui à quelque titre que ce soit, de sorte que, dorénavant, toute réclamation, plainte ou tracasserie soient interdites à l'Evêque et au Chapitre d'Urgel contre le dit Comte ou ses successeurs ; ils renoncent en outre à tout procès engagé, aux requêtes présentées, à tout procès poursuivi présentement ou antérieurement contre le dit Comte ou son père en Cour de Rome, tant devant des juges délégués ou subdélégués que devant les juges ordinaires ou autres quelconques, s'imposant au sujet de ces affaires un silence éternel, et s'engageant envers le dit Comte et les siens à ne plus rien faire ni rien demander à cet égard.

Si quelques biens ont été remis à l'Evêque ou au Chapitre d'Urgel à titre de dépôt ou de confiscation à l'occasion de quelque crime concernant les personnes d'Arnaud de Castelbon et d'Ermesinde, sa fille, l'Evêque et le Chapitre renoncent à cette confiscation et à tout droit acquis de ce chef à l'Evêque et à l'Eglise d'Urgel. Ils absolvent aussi le dit Comte et ses successeurs, ainsi que leurs biens, de tout tort et de tous dommages causés de quelque façon que ce soit par le dit Comte et ses prédécesseurs, à l'Evêque et à ses prédécesseurs, au Chapitre

à l'Eglise d'Urgel ou à leurs possessions, absolvant en outre tous les partisans et leur famille, aussi bien què la famille du dit Comte, de tous torts et dommages par eux causés à l'Evêque et à l'Eglise d'Urgel et à leurs biens, à cause du dit Comte. En retour, le noble Comte de Foix renonce à tout grief contre l'Evêque, ses successeurs, le Chapitre et l'Eglise d'Urgel et à toutes demandes et réclamations que lui ou son père avaient formulées ou auraient pu formuler contre eux en quelque manière que ce soit, et spécialement à ses prétentions sur les châteaux de Monteilla, de Bescaran, d'Arcabell, sur la ville de la Seo d'Urgel, et sur toutes les localités aujourd'hui possédées et détenues par l'Evêque et le Chapitre et l'Eglise d'Urgel, toutes revendications au sujet desquelles il s'impose, à lui et aux siens, un éternel silence, s'engageant, pour lui et les siens, à ne jamais rien demander de ce chef à l'Evêque, au Chapitre, ni à l'Eglise d'Urgel, ou à leurs successeurs. Que le dit Evêque donne au Comte de Foix 1.000 sous de Meigniel en compensation de l'abandon du château de Monteilla.

§ X

De plus, il a été réglé et ordonné que de tout ce qui précède il sera fait des instruments publics qui devront être confirmés par le souverain Pontife. Le dit Evêque obtiendra à ses frais cette confirmation qui devra être un fait accompli dans les quatre années : l'Evêque s'y est engagé, il y a engagé l'Eglise et ses biens sous peine d'une amende de cinquante mille sous de Meigniel qui sera acquise au dit Comte si, dans le délai indiqué, le Seigneur Pape n'a pas accordé la confirmation, et il donnera comme garant au dit Comte, le très illustre Seigneur roi d'Aragon. Mais si, dans ce délai de quatre ans, il se produisait une vacance dans la Cour de Rome, c'est-à-dire qu'il n'y eut pas de Pape, la durée de cette vacance ne sera pas comptée dans les quatre années accordées. Il a été réglé que le Comte de Foix enverrait en Cour de Rome son procureur pour faire les diligences nécessaires en vue d'obtenir la dite confirmation, en même temps que le procureur de l'Evêque d'Urgel ; le dit Comte pourvoira aux dépenses de son procureur, et ni lui, ni son procureur n'entraveront ces démarches par leur mauvais vouloir, sans quoi l'amende sus-énoncée ne serait pas encourue par l'Evêque.

§ XI

De plus, il a été jugé par les dits arbitres que le dit Comte rendrait à l'Evêque et au Chapitre d'Urgel le château d'Aygue-tebia, et toutes ses dépendances, et qu'il délierait de tous serments de foi et d'hommage toutes les localités, les châteaux et leurs habitants qui avaient été engagés au dit Comte par l'Evêque et le Chapitre d'Urgel pour une somme de 1,500 marcs d'argent ; le Comte devra rendre l'acte qu'il détient à ce sujet.

§ XII

De plus, il a été ordonné par les susdits arbitres que les morts et homicides tant de chevaliers et de clercs que de paysans, les destructions de châteaux et de fermes, commis de part et d'autre par les deux contractants ou leurs prédécesseurs seraient incontinent pardonnés par l'un et par l'autre.

Que ceci soit un accord perpétuel entre le noble Comte de Foix et les siens et l'Evêque d'Urgel et le Chapitre d'Urgel et les siens.

§ XIII

En outre, nous, Pierre par la miséricorde divine Evêque d'Urgel, donnons à vous noble Roger Bernard, Comte de Foix et Vicomte de Castelbon, comme garant de paiement de 50.000 sous de Meigniel qui vous seront dus si le Pape ne confirme pas dans les quatre années tous et chacun des articles qui précèdent, très excellent Seigneur Pierre par la grâce de Dieu roi d'Aragon. Nous, Pierre, par la grâce de Dieu roi d'Aragon, pour nous et pour nos successeurs acceptons volontiers cette responsabilité et nous engageons envers vous, Comte de Foix et les vôtres, comme il est dit plus haut, sans fraude, renonçant à la constitution du divin Adrien et à toute fraude. Nous Roi et Evêque obligeons solidairement à vous et aux vôtres tous nos biens et ceux de chacun de nous, et ceux de l'Eglise d'Urgel, meubles et immeubles, acquis ou à acquérir. Nous Roger Bernard, par la grâce de Dieu Comte de Foix et Vicomte de Castelbon, pour nous et pour tous nos successeurs, et nous Pierre, par la miséricorde divine Evêque d'Urgel, pour nous et pour tous nos successeurs et pour tout le Chapitre de la Seu d'Urgel, présent et avenir, acceptons, approuvons et confirmons sciemment et dans leur entier toutes et chacune des dispositions sus-énoncées, comme elles sont exprimées plus haut et textuellement rapportées, nous promettant mutuellement par le présent acte garanti par notre serment, que nous ne contreviendrons, ni laisserons contrevenir aux dits engagements ou à quelqu'un d'entre eux, par paroles, par actions ou par consentement, et que nous ne laisserons ni abroger, ni annuler la présente convention, agréable à Dieu comme à nous. De plus, nous promettons, en toute connaissance de cause, de garder fermement et irrévocablement tous et chacun de ces engagements. au sujet desquels nous, Evêque d'Urgel et nous, Comte de Foix, renonçons à tout bénéfice de droit canonique ou civil, divin ou humain, à toute constitution, à toute exception, tant de droit que de fait, écrite ou non écrite, nous favorisant ou l'un de nous, présentement ou dans l'avenir, en quelque manière ou pour quelque motif que ce soit, jurant sur les quatre saints Evangiles de Dieu de tenir et d'observer tous et chacun de ces engagements sans y jamais contrevenir.

Puissions-nous y être aidés par Dieu, par ces saints Evangiles de Dieu, par la Croix du Seigneur, posée devant nous, et par nous touchée.

Nous, Roger Bernard, par la grâce de Dieu, Comte de Foix et Vicomte de Castelbon, vous faisons incontinent hommage à vous, Pierre, par la Providence divine Evêque d'Urgel de bouche et de mains, suivant la coutume de Barcelone.

Ceci a été fait le 6 des ides de septembre, l'an du Seigneur 1278.

(Suivent les sceaux de Roger Bernard, comte de Foix et vicomte de Castelbon, de Pierre, roi d'Aragon qui se porte caution de l'exécution de l'arrangement et de Pierre évêque d'Urgel).

BIBLIOGRAPHIE

- BAUDON DE MONY. — *Les Origines Historiques de l'Andorre.*
- BONFILS. — *Manuel de Droit International public.*
- BRUTAILS. — *La Coutume d'Andorre. — Les Populations rurales du Roussillon au Moyen Age. — Revue des Pyrénées, année 1891, tome III.*
- BRY. — *Traité de Droit International.*
- CALVO. — *Droit International.*
- CHRÉTIEN. — *Principes de Droit International.*
- CARRÉ DE MALBERG. — *Cours de Doctorat professé à la Faculté de Droit de Nancy, l'année 1904-1905. (Droit Constitutionnel).*
- DESPAGNET. — *Essai sur les Protectorats.*
- DÍOS-TRÍAS (DE). — *Constitucion politica y personalidad internacional del principado de Andorra.*
- DUGUIT. — *L'État.*
- LE FUR. — *État Fédéral et Confédération d'État.*
- LAROUSSE. — *Nouveau Larousse Illustré.*
- MARTENS (DE). — *Traité de l'International.*
- MÉRIGNHAC. — *Étude sur la Situation actuelle des Vallées d'Andorre.*
- MANUEL DIGEST DE LAS VALLS. — *Bibliothèque du Comité de Législation.*

POLITAR ANDORRA. — *Bibliothèque du Comité de Législation.*

SIX JULES. — *Les Institutions Politiques du Val d'Andorre.*

TEULIÈRE. — *Les Vallées d'Andorre.*

VILAR. — *L'Andorre.*

VIDAL. — *L'Andorre.*

VUILLIER. — *Voyages en Andorre. (Tour du Monde, février 1888).*

WILHELM. — *Théorie juridique des Protectorats.*

Archives de la Préfecture de Perpignan.

Les Paréages de 1278 publiés par le Comité de Législation étrangère.

Les Pandectes Françaises. — Andorre.

ANTIBES. — Imprimerie Emile ROUX
